



**Télécharger
les applications
iPad et iPhone
de notre journal
gratuitement.**



Sadun Boro, le premier marin turc à avoir parcouru tous les océans

Kismet, le voilier du plus célèbre marin turc Sadun Boro est entré au musée Koç fin novembre. Auparavant nous avons rencontré cet homme hors du commun.

Lors de notre rencontre, Sadun Boro nous disait : « Kismet a été ma maison pendant 45 ans, il m'a été très difficile de m'en séparer mais il le fallait bien. Exposé au musée Koç, il transmettra à la nouvelle génération l'amour de la mer.



(lire la suite page 9)



Les femmes arabes et les révoltes qui secouent le Moyen-Orient
(lire la suite page 6)

Le sombre avenir des petits commerçants parisiens

Rencontre avec Helary Père & Fils, les propriétaires de l'enseigne.
(lire la suite page 10)



La pharmacie Yeni-Moda fête ses 110 ans !
Melih Sezer par Selçuk Ördül

Le Supplément Notre Dame de Sion



Aujourd'hui la Turquie

M 04388-84 F. 3,50€ 20
N° ISSN : 1305-6476

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal

8 TL - 3,50 euros

www.aujourdhuilaturquie.com

Le Journal francophone de la Turquie numéro 94, Janvier 2013

Le centenaire de la République turque



İlber Ortaylı

A l'occasion de la sortie de son nouveau livre intitulé « 1923-2023 » nous avons rencontré İlber Ortaylı l'éminent historien turc, dans son bureau à l'université de Galatasaray. Le livre a été présenté comme un bilan de 100 ans de la République en Turquie, cependant İlber Ortaylı préfère parler d'un décryptage de l'ère républicaine depuis le Tanzimat à nos jours et il refuse de faire la prévision pour les dix ans à venir car d'après lui la Turquie n'est pas un pays prévisible. Rencontre.

Comment décrivez-vous la société turque de nos jours ?
Malgré toutes ses lacunes, la Turquie est une société qui va de l'avant, chaque nouvelle génération est différente. Les profils des gens que nous avons connus dans notre enfance ne correspondent pas à ceux d'aujourd'hui. Je vois des gens très impudents. Ceux-là, ils sont inévitables ; mais dans cette génération, il y a tout autant de choses positives que négatives. Mais la jeunesse actuelle est combative. Une société très délurée et dynamique est apparue.

(lire la suite page 2)

L'année 2012, décryptée par Füsün Türkmen

L'année des élections présidentielles, d'intensification de la crise économique et les contestations populaires ainsi que les menaces des nouveaux conflits... Quel bilan en tirer ? Füsün Türkmen, professeur à l'Université Galatasaray, mais aussi Directrice du Centre de Recherche et de Documentation sur l'Europe, nous fait partager ses analyses pour nous aider à tourner la page d'un 2012 tumultueux, et nous donne l'occasion de voir un peu plus clair sur 2013.

Quelles ont été les raisons de la victoire d'Obama et de la défaite de Romney ?

Quand on pense au risque que l'on courrait si Romney avait été élu, la réponse devient automatique et évidente. Avec Romney, c'était le capitalisme sauvage et, en politique étrangère, une politique de confrontation qui se profilait à l'horizon, un archi-conservatisme. Un retour



(lire la suite page 3)



Dr. Hüseyin Latif

Directeur de la publication

Journal de Paris

Dans les rues vides de Paris, où j'ai passé les jours froids de décembre, on sentait la présence de la crise. J'ai cherché sur le visage des gens de la rue l'excitation des semaines précédant Noël, vécue les années précédentes. Mais hélas, leurs visages n'exprimaient ni enthousiasme, ni émotion. Les gens ont peur de la crise :

(lire la suite page 5)

Retour sur...

Les conférences internationales de philosophie d'Istanbul, Nami Başer, p. 7

Citroën C-Élysée : Le vaisseau spécial, Daniel Latif, p.9

Les chantiers juridiques à venir en 2013, une tribune d'Ozan Akyürek, p. 4

Beyrouth : la cité des paradoxes



(lire la suite page 11)

Le centenaire de la République turque

(Suite de la page 1)

Nous ne sommes pas une société malheureuse, car notre industrie se développe. Certes, nous n'avons plus notre ambition industrielle des années 1950, mais pour pouvoir aller de l'avant, il faut changer cela. Nous sommes toujours en train de critiquer les gouvernements parce qu'ils n'investissent pas ; et même, en choisissant un gouvernement, les sujets sur lesquels nous nous fondons sont des questions basées sur l'économie, comme l'augmentation ou non de la capacité d'investissement et la création ou non de sources d'énergie. L'industrie a besoin de gens qualifiés, pour cette raison, la société se ralliera à ceux qui résoudront le problème des écoles techniques industrielles. La Turquie ne peut supporter de prendre du retard, car sa population s'accroît.

Certes, dans cette augmentation, il y a des déséquilibres : une partie de la population augmente, une autre n'augmente pas. La Turquie connaît de très importantes transformations démographiques. Nous allons finir le 21^{ème} siècle en tant que pays à population jeune ; c'est un privilège, mais cette population jeune a de très sérieux problèmes d'éducation. Mais malgré tout, nos jeunes reçoivent une éducation meilleure que celle d'un pays du tiers monde. Cette évolution démographique va diminuer, mais ne pensez pas que la population va décroître. La Turquie ne connaîtra pas ce problème, parce qu'elle a des immigrants : nous allons recevoir des immigrés de la Chine et des pays du Moyen-Orient. Pour une population en croissance, il ne faut



pas d'idéologie, il faut du travail. La Turquie a jeté les bases de ce travail, de la production, aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles. Nous avons une ingénierie qui a débuté dans l'armée et qui se poursuit. Après la guerre, nous avons accordé beaucoup d'importance à l'ingénierie. Notre vrai problème, c'est la révolution culturelle. Après Atatürk, la Turquie n'a accordé aucune importance à la planification culturelle. Du temps d'Atatürk, on composait des opéras, on faisait venir dans le pays des anthropologues, des sociologues, des scientifiques et des architectes qui fuyaient l'Allemagne. Les architectures des écoles même étaient remarquables. Malheureusement dans le domaine culturel, le dynamisme ne s'est pas poursuivi à la même allure, mais je suis persuadé qu'il va reprendre grâce notamment de l'ouverture de la Turquie au monde. Mais le problème est qu'en Europe occidentale il n'y a plus d'exemples brillants.

Quelle est jusqu'à présent la chose la plus importante, sous l'ère républicaine ?

Les habitants de la République sont désormais des citoyens, ils sont devenus « Individium ». Nos gens sont tombés de l'ambition de voir le monde à la ruée vers le profit. Actuellement, l'Europe de l'Ouest est dans la récession, et cette récession ne satisfait plus les gens ; c'est pour cette raison qu'ils errent en différentes parties du monde. Par exemple, nous avons des jeunes qui ont vécu un certain temps en Russie et s'y sont mariés, pour ensuite aller s'installer aux États-Unis. Ce genre de chose était impensable il y a 40 ans.

La chute du rideau de fer a ouvert d'énormes possibilités pour nous. La formation d'une nouvelle Turquie, c'est positif.

Dans votre livre un chapitre est consacré au kémalisme. Qu'était le Kémalisme, et qu'est-il aujourd'hui ?

Le kémalisme était un corps d'officiers impériaux génial ; l'état-major était bien formé, comme les Etats-Majors de l'époque. Il y avait autour de nombreuses personnes qui voulaient changer le régime. Ces gens ont fondé la République, ils ont amélioré l'enseignement, ils ont résolu les problèmes de santé courants à cette époque, créé un nouveau type de citoyen en s'inspirant beaucoup du modèle français. Le kémalisme, c'est cela, pas d'exagération.

Quelles sont, selon vous, les plus importantes institutions de la République turque ?

La société turque est une société militaire et toutes les organisations viennent du militaire. Il n'y avait pas de strates aristocratiques, et pour cette raison, la mobilisation de classe était importante, c'était une communauté basée sur l'efficacité. Que ce soit à la campagne ou en ville, il y a du dynamisme chez les gens. Ici, c'est une société démocratique. Il y a une démocratie qui se répand avec la République ; bien sûr, c'était un parti unique à l'époque, mais le but était la démocratie. Le plus important problème de la Turquie est celui de la diversité ethnique, et il n'y a pas d'autre problème sérieux ; ce problème ne peut être résolu par des méthodes fascistes, il faut que ces deux communautés (les Turcs et les Kurdes) aient la volonté et apprennent à vivre ensemble. Cette question mine l'énergie des deux parties.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.ajourdhuilaturquie.com

* **Propos recueillis**
Mireille Sadège ve Gökçe G. Gülkan



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

La fin de l'année 2012

Aujourd'hui, il neige à Istanbul et c'est le premier jour de l'hiver, l'automne aux couleurs de l'été indien que nous avons vécu cette année est bel et bien fini. J'écris cet édito tard dans la nuit, nous sommes aux premières heures du 21 décembre. Dans le calendrier persan basé sur les saisons, cette nuit s'appelle Yelda, c'est la nuit la plus longue de l'année mais également le premier jour de l'hiver. C'est une nuit de festivité dans ce calendrier où chaque début de saison coïncide avec le début d'un mois.

Mais c'est aussi les premières heures de ce jour annoncé comme la fin du monde, et il ne s'est rien passé... C'est étrange de voir cette vulnérabilité des gens, c'est terrifiant de constater la force de manipulation des médias qui arrivent à nous persuader de choses aussi insensées. Mais derrière l'idée de fin du monde, de ce monde, ne faut-il pas voir une envie de changement plutôt qu'une fin ? Eh oui, l'idée que les choses se bousculent naturellement, que naisse une nouvelle ère, que les compteurs se mettent à zéro et que tout recommence... Plus de crise économique ni de dette à rembourser, plus de chômage ni de violence, et pas d'incertitude. Dans l'annonce de la fin du monde, personne ne voyait la mort, mais juste l'occasion d'échapper aux difficultés qui ne cessent d'augmenter et qui réduisent fortement nos espoirs en un avenir meilleur. À l'heure où l'on n'entrevoit pas de solution, l'idée de la fin du monde était un rêve caché pour en finir avec nos problèmes. Et les médias l'ont bien exploité.

On peut aisément comprendre les gens, car incontestablement, nous avons traversé une année 2012 très difficile. La pauvreté progresse partout dans le monde et même dans les pays dits favorisés, l'écart qui sépare les plus riches des plus démunis reste très fort. Le modèle européen est également touché de plein fouet par cette crise, sa population est confrontée au chômage, à la désindustrialisation et à la remise en cause de ses droits et acquis sociaux. Et les dirigeants européens peinent à offrir une perspective et un projet d'avenir à cet espace de paix et de prospérité. Alors, la crise économique se double d'une crise des valeurs qui risque de compromettre les fondements même de ce modèle européen. En témoignent le retour de Berlusconi en Italie, la guerre de chefs au sein de l'UMP ainsi que la montée de l'extrême droite un peu partout en Europe.

La sortie de crise peut-elle résider dans les solutions extrêmes ? Je ne crois pas.

Alors, je finirai mon premier édito de 2013 en souhaitant une nouvelle année sans guerre, et pleine d'espoir de sortie de crise de tout genre.



Prof. Dr. Haydar Çakmak

Université de Gazi
Directeur du Département
des Relations Internationales

Le Hamas (Mouvement de la Résistance Islamique) a été fondé en 1987 par des personnalités palestiniennes célèbres telles Cheikh Ahmed Yassine, Mahmoud al-Zahar, Abdel Aziz al-Rantissi et Mohammad Taha, en tant que branche palestinienne des Frères Musulmans, radicaux islamistes sunnites d'origine égyptienne. C'est pour cette raison que Mursi, actuel président égyptien et membre de l'organisation des Frères Musulmans, exerce une influence considérable sur le Hamas. Tout récemment, Khaled Mechaal, chef du Bureau Politique qui dirige le Hamas, et Ismaël Haniyeh, Premier ministre du gouvernement de Gaza,

Israël à l'épreuve du Hamas

ont immédiatement, sur demande du président égyptien Mursi, accepté une trêve avec Israël. Nos lecteurs assidus se souviendront sans doute : j'ai écrit à plusieurs reprises que, depuis environ un an, Israël porte au pouvoir les radicaux islamistes dans les pays arabes qui n'acceptent pas l'existence d'Israël, à commencer par les Palestiniens, pour pouvoir conclure des traités de paix avec eux. Le plan sera mis en application par la participation du Hamas palestinien radical à cette étroite collaboration d'Israël avec le gouvernement islamiste égyptien. La base de cette collaboration a été posée avec la visite à Gaza de l'émir du Qatar Cheikh Hamad

ben Khalifa Al-Thani, milliardaire du pétrole, collaborateur et grand ami des Etats-Unis et de l'Arabie Saoudite. Depuis l'arrivée au pouvoir du Hamas en 2007, il s'agit de la première visite d'un leader arabe dans la région. Comme on le sait, les Arabes pro-américains ont soutenu le pouvoir de l'organisation El Fatah, qui accepte l'existence d'Israël. Le dirigeant palestinien Mahmoud Abbas a déclaré qu'il avait trouvé déplacée la visite à Gaza de l'Emir du Qatar. A toutes fins utiles, l'Emir du Qatar a assuré un investissement de 400 millions de dollars à Gaza.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.ajourdhuilaturquie.com

Edité et Distribué en France par Les Editions CVMag, 37 rue d'Hauteville 75010 Paris-France, Tel: 01 42 29 78 03 • Directeur de la publication : Hugues Richard • Directeur de la rédaction : Hossein Latif Dizadji • Rédactrice en chef : Mireille Sadège • Rédacteur : Daniel Latif • Commission paritaire : 0713 1 89645 • www.ajourdhuilaturquie.com • alaturquie@gmail.com • Editeur en Europe : Les Editions CVMag • No ISSN : 1305-6476 • Les opinions exprimées dans les articles de notre journal n'engagent que leurs auteurs. Edition Turquie : Bizimavrupa Yay. Hiz. Ltd. Kadıköy, Moda Cad. n. 59 Istanbul • Tél. 0216 550 22 50 • GSM : 0533 294 27 09 • Fax : 0216 550 22 51 • Genel Yayın Yönetmeni : Hossein Latif • Yazışları Müdürleri : Mireille Sadège, Daniel Latif • Yayın Koordinasyonu : Kemal Belgin • Sorumlu Yazışları Müdürü : Ahmet Altunbaş • Conseiller juridique : Bahar Özeray • Comité de rédaction / Yayın Kurulu : Hüseyin Latif (Président), Mireille Sadège, Haydar Çakmak, Yann de Lansalut, Ali Türek, Aramis Kalay, Atilla Dorsay, Ayhan Cöner, Berk Mansur Delipinar, Celal Biryıkloğlu, Daniel Latif, Doğan Sumar, Eda Bozköylü, Egemen Berköz, Enver Koltuk, Erkan Oyal, Hugues Richard, Hasan Latif, J. Michel Foucault, Jean-Michel Tricart, Kasım Zoto, Kemal Belgin, Luc Vogin, Merter Özay, Merve Şahin, Müyesser Saka, Nevzat Yalçıntaş, Onur Eren, Onursal Özatacan, Osman Necmi Gürmen, Richard Özatacan, Sinem Çakmak, Sühendan İlal, Sönmez Köksal, İnci Kara, Yasemin İnceoğlu • Comité de soutien : Alaattin Büyükkaya, Arhan Apak, Burcu Başak Bayındır, Bülent Akarcalı, Ercüment Tezcan, Hayri Ülgen, Işık Aydemir, İlhan Kesici, Sera Tokay, Şener Uşumezsoy. • Publicité et la communication : Bizimavrupa / CVMag • Traduction : Trio • Correspondantes: Mireille Sadège (Paris), Daniel Latif (Paris), Sandrine Akinin (Toulouse), Duygu Erdoğan (New York), Sinem Çakmak (Strasbourg, Bruxelles) • Photo: Aramis Kalay • Conception: Ersin Uçkardeş, Merve Şahin • Imprimé par Apa Uniprint Basım AŞ. Hadimköy m. 434 s. 34555 Amavutköy Tel: 0212 798 28 40 • Distribution: NMPP • Tous droits réservés. Aujourd'hui la Turquie est une marque déposée • ALT - Okur ve Yazar Temsilcileri Konseyi (CORELE): Kemal Belgin, Celal Biryıkloğlu (Président), Eda Bozköylü, J. Michel Foucault, Erkan Oyal, Merve Şahin.

L'année 2012, décryptée par Füsün Türkmen

(Suite de la page 1)

Concernant le second mandat d'Obama, que pouvez-vous nous dire de la politique américaine au Moyen-Orient ?

Il y a deux volets. Le premier est celui de la fin des interventions et des occupations, et on espère que cela va continuer. En Irak, c'est accompli, en Afghanistan le retrait est prévu pour 2014, malgré des points d'interrogations.

Mais quand vous regardez du point de vue d'une politique de paix et de non intervention, on peut dire que ce volet est positif.

Le second volet, c'est le processus de paix au Moyen-Orient, c'est-à-dire la question israélo-palestiniennne. Sur ce point, Obama n'a pas vraiment réussi, puisqu'à la veille de son premier mandat, pendant la campagne électorale, il avait laissé entrevoir qu'il allait poursuivre une politique beaucoup plus équitable au Moyen-Orient, tenant compte des droits des Palestiniens. Cela n'a pas été le cas, et l'explication est très simple : tous les présidents sont malheureusement les otages d'une politique israélienne qui est devenue une politique nationale. Pour un président qui souhaitait se faire réélire, c'était fatal d'être plutôt passif. Ce fut la même chose avec Clinton. Ce n'est que lors de son deuxième mandat qu'il a déployé des efforts, et on est arrivé en 1998 aux accords de Wye River Plantation. Les présidents américains attendent d'être réélus en prenant le soutien du lobby israélien avant d'entreprendre vraiment la politique qu'il faut. Espérons que ce soit le cas avec Obama, parce qu'il est clair que c'est le point aveugle de la politique étrangère américaine. Et tant que les États-Unis poursuivront cette politique de soutien inconditionnel à Israël, ils auront toujours des problèmes au Moyen-Orient et aux yeux des peuples de la région.

Pouvez-vous nous résumer les relations entre la Turquie et les États-Unis durant la dernière décennie ? D'après-vous, comment vont-elles évoluer dans les quatre prochaines années ?

Les relations turco-américaines se sont beaucoup améliorées par rapport à la rupture de 2003 autour de la question de l'Irak. La politique de reprise est surtout visible à partir de 2005/2007. Le dialogue a été rétabli, et on a pu voir une coopération dans la lutte contre le terrorisme d'une part et une plus grande ouverture de la Turquie vers l'autorité régionale kurde en Irak du Nord d'autre part. Les relations bilatérales ont de plus été très positives. Bien sûr, il y a eu des bémols : l'un étant la question de la nucléarisation de l'Iran, et l'autre les relations avec Israël. Mais les efforts de dialogue continuent avec l'Iran, et on sait aussi que les États-Unis sont informellement en contact avec ce pays. J'ai l'impression que l'intensité du problème a quand même un peu baissé et qu'on a atteint une sorte d'équilibre. Avec Israël, le très regrettable incident de Mavi Marmara de mai 2010, qui a pour la première fois dans l'histoire des relations turco-israéliennes mené à l'effusion de sang, n'est toujours pas résolu, puisque Israël n'accepte pas les conditions que

la Turquie avance, c'est-à-dire les excuses officielles et une indemnité pour les familles des victimes. Le risque est qu'à la longue des problèmes turco-américains autour d'Israël se créent. Traditionnellement, le lobby israélien a toujours été pro-turc à Washington mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Il y a des divisions au sein du lobby et il y a même eu

des voix stridentes qui se sont élevées, demandant l'exclusion de la Turquie de l'OTAN. Une reprise des relations serait bénéfique pour tout le monde, pour la Turquie comme pour Israël, qui sont deux acteurs majeurs dans la région et qui n'ont pas le luxe de continuer à rester en mauvais termes. Ce serait également bénéfique pour les États-Unis, parce que Washington ne voudrait pas être déchiré

entre deux alliés. Un des représentants du lobby israélien a dit que si un jour les États-Unis devaient nécessairement faire un choix entre les deux alliés, Israël avait des avantages automatiques et il remporterait. Il ne faut pas que la Turquie courre ce risque.

En ce qui concerne l'avenir des relations turco-américaines, on peut dire que les quatre prochaines années seront assez positives.

En 2012, nous avons souvent entendu l'arrêt du processus d'intégration de la Turquie dans l'UE. Êtes-vous d'accord avec cette idée ? Comment voyez-vous l'avenir des relations entre la Turquie et l'UE ?

Il est clair que le processus s'est essouffé, et ce pour plusieurs raisons. Dans l'après 11 septembre, il y a eu une certaine frilosité en Europe envers l'Islam et les pays musulmans. Il y a aussi une certaine saturation envers l'élargissement, puisqu'au lendemain de la fin de la Guerre Froide, l'UE a dû absorber toutes les nations captives de la Guerre Froide d'un coup, et cela a créé une indigestion. Il y a enfin le facteur de la politique interne dans la plupart de ces pays, notamment en France où la Turquie a été instrumentalisée dans les campagnes politiques, ce qui a conduit à un éloignement. En Turquie, on a observé une réaction à cet éloignement. Au lendemain de la reconnaissance de la candidature officielle, la popularité de l'adhésion était dans les 78%. Maintenant on est entre 40 et 43%. Le rejet de l'UE a causé une certaine déception qui a rendu l'idée européenne un peu secondaire dans

l'opinion publique turque. Actuellement les politiques régionales sont devenues prioritaires. Mais cela ne veut pas dire que tout est perdu. Il y a des pas mutuels à faire, la Turquie devrait remplir ses obligations quant au problème chypriote comme elle l'a promis, et il faut que l'Europe, surtout la France, fasse un effort en levant le blocus sur les chapitres des négociations d'adhésion. Je pense que 2013 sera une année assez prometteuse. Il faut profiter du changement d'administration en France, Herman Van Rompuy visitera la Turquie pour la première fois depuis qu'il est en poste... Il faut saisir ces opportunités offertes par 2013.

Pouvez-vous nous faire un point sur l'évolution des révoltes populaires surnommées le Printemps arabe ?

C'est peut être la dernière vague de démocratisation qu'apporte cette nouvelle ère, qui a d'abord été introduite par la fin de la Guerre Froide, puis par le phénomène de la mondialisation. Chaque pays a ses propres dynamiques et va avancer à son propre rythme, selon ses particularités. Il faut une approche au cas par cas, l'Égypte n'est pas la Tunisie, la Tunisie n'est pas la Syrie, et on le voit bien. Mais c'est en général un développement positif et envers lequel la Turquie a pris une position tout à fait réjouissante. La perception du Printemps arabe en Turquie représente un tournant en soi de la politique étrangère turque, puisque jusqu'à présent cette politique étrangère fonctionnait dans la logique du « realpolitik » et se rangeait toujours du côté des status quo et des gouvernements quels qu'ils

soient. Pour la première fois, la Turquie se range officiellement du côté des peuples, de la démocratie et de la recherche de la liberté. Il s'opère une transition du « Realpolitik » et « Moralpolitik », c'est un tournant important.

Quelles peuvent être les conséquences de l'évolution du Printemps arabe sur la Turquie, notamment en termes d'implication de cette dernière dans le conflit syrien ?

Je pense que tôt ou tard ce régime sera remplacé et j'espère que cela ne va pas conduire à une plus grande déstabilisation de la région, mais je pense que c'est aussi le prix à payer pour la démocratisation. Mais ça ne veut pas dire que les choses ne vont pas s'arranger. Ce sera long, difficile, mais au bout du compte je pense que la liberté va triompher.

Concernant les conséquences sur la Turquie, cela va dépendre du schéma qui va se présenter en Syrie : est-ce que l'intégrité territoriale sera sauvegardée, est-ce que l'élément kurde va sortir renforcé et fortifié de ce processus, est-ce qu'il y aura un flux de réfugiés encore plus intense vers la Turquie... Tout cela reste à voir. Mais la Turquie prend les précautions nécessaires, telles le déploiement des patriotes, la coopération avec l'OTAN, la concertation avec Washington. Bien qu'elle encourage les insurgés, elle suit aussi les développements en Syrie avec beaucoup d'attention et de circonspection.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhullaturque.com

* Propos recueillis
Mireille Sadège et Amandine Canistro



Sophistication des opérations.

TAV Airports sert des millions de passagers et des milliers d'avions dans douze aéroports sur trois continents. Fort de son savoir-faire approfondi, TAV se concentre sur les moindres détails des opérations aéroportuaires afin de fournir le service parfait.

AEROPORT ISTANBUL ATATURK • AEROPORT ANKARA ESENBOGA • AEROPORT IZMIR ADNAN MENDERES
AEROPORT ANTALYA GAZIPASA • AEROPORT DE TBILISSI • AEROPORT DE BATUMU • AEROPORT ENFIDHA-HAMMAMET
AEROPORT MONASTIR HABIB BOURGUIBA • AEROPORT SKOPJE ALEXANDRE LE GRAND
AEROPORT OHRID ST. PAUL L'APOTRE • AEROPORT DE MEDINE • AEROPORT DE RIGA

www.tavairports.com

TAV
Airports
Live, Smile and Fly!

Bulletin d'abonnement

12 numéros
50 € Turquie 30 € France 70 € Europe
Version PDF : 50 €

altinfos@gmail.com



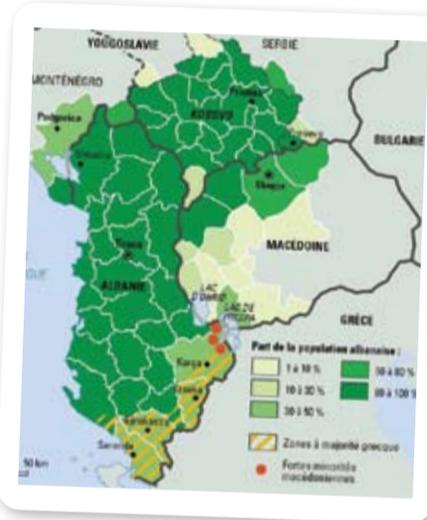
Dr. Olivier Buirette

Historien

Vers un retour de tension dans les Balkans ?

Le cas albanais

Fin 2012, de grandes cérémonies ont marqué le 100ème anniversaire de la naissance de l'Albanie moderne. Son « bouillant » Premier ministre, Saly Berisha, revenu aux affaires depuis septembre 2005 et leader historique de la naissance de l'Albanie post-communiste en 1992 a réussi à sortir son pays de l'isolement dans lequel celui-ci était confiné depuis plus d'un siècle alliant un des régimes communistes parmi les plus orthodoxes qui devait durer près de 46 ans soit de 1946 à 1991 avec 39 ans de pouvoir personnel d'Enver Hoxha ainsi que d'une situation géographique très enclavé au cœur des Alpes dinariques avec des sommets au dessus des 2000 mètres et une façade maritime sur la mer Adriatique.



L'Albanie est candidate officielle à l'adhésion à l'UE depuis 2009 en même temps qu'elle adhère à l'OTAN cette même année. A ce titre, Saly Berisha pour célébrer le centenaire de la naissance du pays des Aigles le 28 novembre 1912 date à laquelle le pays s'est émancipé de l'Empire Ottoman, a fait rapatrier la dépouille du Roi Zog 1er qui régna sur le pays de 1928 à 1939 date à laquelle l'Italie fasciste s'empara du pays. Considéré comme un symbole de l'unité nationale albanaise retrouvée celui-ci sera enterré dans un mausolée historique construit à cet effet.

Depuis, fidèle à sa stratégie, le Premier ministre albanaise, en vue des élections législatives du printemps 2013 multiplie les appels nationalistes visant à réunifier toutes les minorités albanaises des pays limitrophes. Vieux thème connu dans cette carte des Balkans si fractalisée et qui a toujours été générateur des guerres les plus sanglantes dans la région. Le 25 novembre 2012, le Premier ministre albanaise se rend en visite à Skopje capitale de la Macédoine, pays de l'ex-Yougoslavie qui a toujours comporté une importante minorité albanaise, et devant 10 000 personnes celui-ci n'hésite pas à proclamer la réalisation prochaine du grand rêve albanaise à savoir celui de la réunification de toutes ces minorités.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuilaturquie.com



Ozan Akyurek

Avocat au Barreau de Paris
oakyurek@jonesday.com

Les chantiers juridiques à venir en 2013

L'arrivée de la gauche au pouvoir le printemps dernier a ouvert la perspective de changements profonds tels qu'il en résulte des soixante engagements pris par le Président Hollande et qui ont présidé à son élection.

Parmi elles, des mesures économiques : création d'une banque publique d'investissement, création des emplois d'avenir ou encore du contrat génération, mais aussi et surtout des mesures sociales dont le symbolisme se révèle être très fort. Il s'agit, en effet, de l'ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe d'une part et du droit de vote des étrangers, d'autre part.

Néanmoins, deux autres réformes sociales dont il importe de dire quelques mots seront également présentées courant 2013.

En premier lieu, la réforme très attendue des retraites. Celle-ci a été annoncée le 6 novembre dernier par le Premier ministre à la suite de la grande conférence sociale qui s'est déroulée le 9 et 10 juillet dernier entre le gouvernement et les partenaires sociaux. Il s'agit de concrétiser une autre des promesses de campagne de François Hollande. La concertation avec les partenaires sociaux débute ainsi dès le printemps prochain.

Les syndicats se disent satisfaits de cette volonté de dialogue mais restent prudents, conscients des difficultés qui s'annoncent. Il est vrai qu'un consensus semble actuellement difficile à trouver, n'ayant par le passé jamais existé, certains syndicats demeurent dubitatifs quand à son existence demain...

En second lieu, la question récurrente de la protection du consommateur. Le Ministre délégué de l'économie sociale et solidaire et de la consommation, Benoît Hamon, présentera au Parlement un projet de loi sur la consommation début 2013. Par ailleurs, certains axes de travail ont d'ores et déjà été précisés tels que le lancement d'une réflexion globale sur l'introduction de l'action de groupe dans le droit français ou le renforcement des dispositifs de sanctions de droit de la consommation par les services de l'Etat.

Cependant, il ne s'agit pas là des « grandes » réformes tant attendues ou décriées... En effet, le mariage des personnes de même sexe et le droit de vote des étrangers sont les mesures sociales à venir qui suscitent les plus fortes réactions...

S'agissant de l'ouverture du mariage aux homosexuels, le garde des Sceaux a présenté un projet de loi ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe. Le texte devrait être examiné par le Parlement à partir du 29 janvier. Le projet de loi permet la célébration d'un mariage entre deux personnes de même sexe résidant en France et la reconnaissance en France des mariages

entre deux personnes de même sexe célébrés à l'étranger avant l'entrée en vigueur de la loi.

Le texte ouvre également aux personnes de même sexe mariés le recours à la procédure d'adoption, que ce soit l'adoption conjointe d'un enfant par les deux époux ou l'adoption de l'enfant du conjoint.

En revanche, la question relative à la procréation médicalement assistée n'est pas comprise dans le projet de loi, cette question relevant, selon la garde des Sceaux, Christiane Taubira, du Code de la santé publique.

La question du droit de vote des étrangers est autrement plus épineuse. Pourtant « le droit de vote aux élections locales des étrangers résidant légalement en France depuis cinq ans » constitue l'un des engagements pris par François Hollande pendant la campagne présidentielle. Néanmoins, l'adoption d'une telle mesure est confrontée à un obstacle constitutionnel. En effet, cette mesure nécessite une révision de la Constitution, elle ne pourra donc être adoptée, après un vote positif à l'Assemblée et au Sénat, qu'à la suite d'un référendum ou avec une majorité de 3/5 au Parlement, majorité qui semble à l'heure actuelle peu probable et ce, même si l'ensemble de la gauche approuve le texte. Ce faisant, des voix s'élèvent afin d'accélérer l'élaboration et l'examen d'un projet de loi afin qu'une telle réforme soit applicable pour les municipales de 2014. A défaut, il est fort à parier que la question sera au cœur des débats de la présidentielle de 2017. Jean-Marc Ayrault a pourtant assuré, le 19 septembre dernier, qu'un projet de loi serait présenté « l'année prochaine », précisant qu'il serait recherché au Parlement une majorité des trois cinquièmes, semblant ainsi écarter le recours à un référendum. Or, l'opposition de droite et le centre y

restent opposés et François Hollande a prévenu mi-novembre : pas de majorité assurée d'avance, pas de projet de loi.

C'est dans ce contexte que le 11 décembre dernier, les députés du PS ont demandé, à l'unanimité, « que

le processus démarre » sur le projet de loi et souligné « qu'il faut mener la bagarre » pour convaincre les parlementaires.

C'est bien une « bagarre » pour ne pas dire une « guerre » qui oppose aujourd'hui les tenants et les opposants du mariage pour tous comme du droit de vote des étrangers. Si l'adoption d'une loi autorisant le premier semble inéluctable, il n'en va pas de même du droit de vote des étrangers compte tenu des obstacles politiques et juridiques précités... Il va donc falloir beaucoup de courage politique à notre président pour qu'il parvienne à tenir l'ensemble de ses promesses...



Ali Turek

Chroniques de Bosphore

'Merhaba' était le tout premier mot des Chroniques de l'Atlantique. J'avais ouvert un grand cahier sur la toile, et l'avais rempli, pas à pas, par des mots et des lignes qui se suivaient au cours d'un séjour d'étudiant que l'on appelle 'Erasmus'.

Depuis que je l'ai fermé, un énigme me capture encore plus fort ; 'écrire'. J'essaie de le comprendre. Face à l'impuissance de la parole qui est la volatilité, l'écrit reste-t-il véritablement le symbole victorieux de permanence, même d'éternité contre l'oubli ? Batir un monument de mots dans ce monde, n'est-ce pas, parfois, essayer en vain de rouler une pierre jusqu'en haut de la montagne, tout en sachant qu'elle n'y restera pas ? La réponse est ambiguë, mais pas sans repère. Face à la pierre qui tombe du sommet au moment même où elle y atteint, (re)commencer le trajet, c'est un choix.

Raconter son histoire humaine ou défendre son idée, son engagement ; c'est, d'abord, porter une voix. Sait Faik disait que s'il ne pouvait plus écrire, il deviendrait fou. Certains écrivent pour partager, d'autres pour convaincre. Certains par orgueil, d'autres par modestie. Certains par pur spleen, d'autres pour mener un combat fervent.

Certains comme Orhan Pamuk s'enracinent dans leur ville natale. Pourtant, d'autres courent, sans cesse, vers de nouveaux mondes et trouvent leur source véritable pour écrire dans un mouvement qu'est le voyage, cette découverte.

Mais, écrire, ça reste un choix. Face à la pierre qui tombe, c'est aussi parfois un choix vers la persévérance d'Antigone pour pouvoir dire 'Non'.

Le droit et sa politique, la politique et sa justice, l'université et sa jeunesse, l'intellect et son engagement, la langue et sa littérature seront les principaux boulevards sur lesquels j'essayerai, dans le cadre d'une rubrique mensuelle, de construire des chemins de mes réflexions, mes témoignages, et mes versions de lecture.

J'écrirai non pas pour donner des réponses figées, mais pour pouvoir comprendre ; pas pour crier des phrases qui ne resteront que des sifflements à des oreilles autres que les miennes mais pour pouvoir tracer des lignes de réflexion d'un jeune.

J'ouvre une nouvelle page d'un grand cahier bien familier. Ce mot 'Merhaba' gardera, de nouveau, sa priorité d'être un tout premier mot ; mais, cette fois-ci, pour d'autres chroniques, ceux de Bosphore.

Camus disait qu'il fallait l'imaginer heureux, Sisyphé. Non, il l'écrivait et je crois en lui.

'Merhaba'...
Ali Turek



Dr. Hüseyin Latif

Directeur
de la publication

(Suite de la page 1)

la crainte de rester sans argent et sans travail est plus forte que la joie du Père Noël. Néanmoins, le lendemain d'un dimanche passé chez moi, à Paris, j'ai été quelque peu soulagé d'entendre dire qu'il y avait du monde dans les magasins.

Je tiens à vous faire part de certaines de mes activités pendant ces deux semaines à Paris. Tout d'abord, je me suis offert, lors de ce séjour, mon plus beau cadeau de ces dernières années. Je partage avec vous ce beau cadeau de Berker Soyluoğlu sur App'store. Nous avons désormais une application sur les iPhone et les iPad pour le moment... Ainsi, partout dans le monde, vous aurez gratuitement accès au dernier numéro de notre journal et à toutes les archives.

Le 10 décembre au soir, au Centre Culturel Anatolie fondé par le Dr. Demir Önger, j'ai assisté au cocktail d'ouverture de l'exposition «Une longue et sinueuse route des relations entre la Turquie et l'Union européenne à travers la caricature». Dans deux salles combles, j'ai eu l'occasion de discuter avec les visiteurs. Les artistes participant à l'exposition, Tan Oral et Izel Rozentel, ont suscité le vif intérêt des invités. L'organisateur de l'exposition était Plantu, le célèbre caricaturiste du quotidien *Le Monde*.

La projection des caricatures était assez intéressante. En conclusion, tout le monde s'accordait à dire qu'il n'y avait eu aucun changement dans l'aventure européenne de la Turquie. A chaque étape de ce processus d'une cinquantaine d'années, les caricatures restent toujours d'actualité. Rien n'a vieilli, rien n'a changé. Les expressions de frustration des visages ont fait place à un léger sourire !

Le lendemain, mardi 11 décembre. Cette fois, sur les Champs Elysées, à l'Office de Tourisme de Turquie, j'ai été l'invité de Madame Kalbiye Noyan. Bien sûr, je n'étais pas seul. Uğur Hüküm, Doğan Sumar, Ali Kazancıgil, Gaye Petek, Kenizé Mourad, Yeşim Vesper, Jean-Mi-

Journal de Paris

chel Foucault et mes amis photographes, les Valck, ils étaient tous là... Lors du cocktail auquel ont participé plus de deux cents invités, le *Prix Littéraire France-Turquie 2012* a été attribué à Tahsin Yücel. Le maître n'ayant pu venir à cette soirée, c'est sa fille Halime Yücel qui a reçu le prix.

Il s'agit là de l'un des plus beaux bureaux de promotion de la Turquie. Situé sur l'avenue la plus célèbre du monde, ce bureau, resté vétuste des années durant, a pris avec l'arrivée de Kalbiye Noyan un coup de moderne, de propreté et d'ordre. Je tiens à l'en féliciter.



Le mercredi 12 décembre était un jour important pour moi : c'était mon anniversaire. Mais cette année, tout le monde parlait de ce 12 décembre comme une journée très spéciale : 12/12/12. Trois douze côte à côte... Certains ont fait mousser les médias en allant plus loin : 12/12/12, à 12 heures 12. J'en ai même vu d'autres qui, à la télé, ont interviewé le maire de la ville dont la plaque d'immatriculation est 12. Et moi, dans la foulée de cette folie inoffensive, je suis allé au bureau de poste du Musée du Louvre et j'y ai fait oblitérer du cachet 12/12/12 l'enveloppe que j'avais libellée à mon nom.

Le jeudi 13 décembre, j'ai rendu visite à l'ambassadeur de Turquie à Paris, Tahsin Burcuoğlu. Ce dernier est un diplomate très expérimenté et très travailleur ; il est aussi très méticuleux. Il montre personnellement un intérêt particulier pour chaque sujet. Nous avons bavardé pendant plus de deux heures. J'ai posé des questions et M. Burcuoğlu y a répondu. Il espère que les chapitres restés en suspens sous ce nouveau gouvernement seront ouverts. Il affirme que

la visite en Turquie du Président français Hollande développera davantage les relations qui s'améliorent entre les deux pays. Mais il tint à souligner que si certaines questions, qui doivent relever des historiens, étaient portées devant l'Assemblée Nationale, les relations bilatérales pourraient entrer à nouveau dans une phase difficile. « Six cent mille Turcs vivent en France. Nous devons poursuivre nos relations dans un climat politique positif », dit-il.

Quand j'étais à Paris, à quelques exceptions près, j'ai pris tous mes repas de midi au Restaurant Gemlik, dans le X^{ème} arrondissement. Tous les travailleurs de Bonne Nouvelle, qu'ils soient français ou turcs, viennent se régaler avec les délicieux plats maison de Hüseyin. Il y a même des clients d'autres pays qui y déjeunent ; c'est comme qui dirait la cantine des Nations Unies...

Après le restaurant Gemlik, je voudrais vous donner trois de mes bonnes adresses. Un lieu indépendant d'expression artistique tenu par Sylvie Koltuk et Sermet Baysal, Lieu37, Delaville Café, et boutique de père et fils Helary, créée en 1951 où l'on vend des produits électroniques comme des appareils photo, vidéo et des téléviseurs...

En bref, renouvez à moindre coût votre appareil photo chez Helary, prenez un verre au *Delaville Café* et vous pourrez goûter des mets très spéciaux aux saveurs inoubliables. Et laissez-moi vous confier un secret : le vénérable bâtiment qui abrite le *Delaville Café*, c'était autrefois... une maison close !

Dans ce premier article de l'année, après deux semaines à Paris où le menu était composé chaque jour de Champagne, de camembert, de foie gras, d'escargots et de coquilles Saint-Jacques, je tenais ainsi à vous faire part de quelques-unes des grandes lignes de mon journal de Paris. A l'aube de notre neuvième année de publication, je vous souhaite une très bonne et très heureuse année.



Eren Paykal

Congrès : Istanbul mène la course...

J'avais récemment fait mention de l'essor d'Istanbul en tant que ville de congrès et de sa remontée spectaculaire dans le podium du marché mondial de ce secteur dynamique.

Cette situation a été analysée d'une façon détaillée dans le magazine anglais de référence du tourisme des congrès AMI Magazine, qui a fait un compte-rendu de l'année 2011 dans son dernier numéro de Novembre dernier.

Se basant sur les données de l'ICCA (l'Association Internationale de Congrès et de Conventions- International Congress and Convention Association) le magazine a évoqué le leadership d'Istanbul dans les plus grands congrès de plus de 500 participants. Selon ces données officielles, 53 congrès à vocation internationale de plus de 500 participants ont été organisés en 2011 à Istanbul. Dans la même catégorie, la Turquie elle aussi s'est hissée dans les 10 premiers en se classant 9^{ème}. Il est vrai que, AMI Magazine s'est servi dernièrement d'une nouvelle analyse plus rationnelle et véridique selon ses propres dires, en tenant en considération les congrès de plus de 300 et 500 participants.

L'ICCA considère légalement et officiellement que pour être acceptée comme un congrès international, une réunion devrait être organisée régulièrement, avec la participation d'au moins trois pays et de 50 délégués. Néanmoins, certains observateurs et experts jugent le nombre de 50 insuffisant et affirment qu'une réunion avec 50 délégués ne peut être acceptée comme congrès mais comme un meeting de staff. Ce point de vue est apparemment partagé par Ami Magazine.

Fondé en 1997, le Bureau Stambouliote des Congrès et des Visiteurs (ICVB-Istanbul Conventions&Visitors Bureau) est responsable de l'organisation de congrès internationaux dans la mégapole turque. Son président, le Dr. Murat Yalçıntaş s'est félicité de ce résultat et a remercié les représentants de ce secteur pour leur effort. Istanbul occupe la deuxième place ex aequo avec la capitale catalane, Barcelone pour les congrès de plus de 300 participants.

- | | | |
|---------------------|-----------------------|---------------------|
| 1) Vienne | 1) Paris | 1) Istanbul |
| 2) Paris | 2) Barcelone/Ist. | 2) Paris |
| 3) Barcelone | 4) Berlin/Vienne | 3) Singapour/Vienne |
| 4) Berlin | 6) Singapour | 5) Berlin |
| 5) Singapour | 7) Séoul | 6) Barcelone |
| 6) Madrid | 8) Lisbonne/Stockholm | 7) Séoul |
| 7) Londres | 10) Madrid | 8) Londres |
| 8) Amsterdam | | |
| 9) Stockholm | | |
| 9) Istanbul | | |
| 10) Lisbonne/Madrid | | |
| 10) Pékin | | |

Bonne et heureuse année 2013 pour tout le monde...

Sani Şener nommé Président du Conseil des Affaires franco-turc du Comité des Relations Economiques Internationales (DEIK)

Sani Şener, le chef exécutif et le président de TAV Airports, leader des opérateurs d'aéroports en Turquie, a été désigné Président du Conseil des Affaires franco-turques du DEIK. Nommé pour deux ans, les missions de M. Şener se concentreront sur l'amélioration des relations commerciales et économiques entre les deux pays. Du côté français, le Président est choisi par le Mouvement des Entreprises de France (MEDEF International), la plus grande des organisations patronales en France. Actuellement, la position est occupée par Jean Lemierre, de BNP Paribas.

S'exprimant sur sa nomination, Sani Şener explique : « Travaillant à sécuriser la position que le secteur privé turc mérite dans le marché global, DEIK a d'importantes missions. Avec la même

ancienneté que le Comité, le Conseil des Affaires franco-turc a contribué significativement à l'amélioration des relations commerciales et économiques entre les deux pays. Ensemble, avec tous les membres du Conseil, nous travaillerons dur pour représenter notre pays de la meilleure manière qu'il soit.

Lorsque nous regardons les chiffres, nous observons que les relations économiques entre les deux pays ont augmenté rapidement, spécialement dans les années 2000, et la Turquie est parvenue à attirer de nombreux investissements français. La France se trouve dans les premiers pays sur la liste des pays qui ont faits des Investissements Directs en Turquie. Lorsque nous observons les exportations turques vers la France, les secteurs de l'automobile et du textile se démarquent.



D'après mon opinion, en prenant en compte l'élection de François Hollande en tant que Président de la République, les relations politiques entre les deux pays vont progresser. Il est possible d'attendre une amélioration positive de l'attitude de la France dans les négociations de la candidature de la Turquie pour son entrée dans l'Union Européenne. En tant que Président du Conseil des Affaires franco-turques du DEIK, je souhaite vivement que notre travail contribue à un développement dans cette direction. »

Femmes, pays arabes et révolutions

Emma, Égypte :

« Je pense que la révolution en Égypte était une très bonne chose, et même qu'on aurait dû la faire beaucoup plus tôt. En effet, depuis longtemps, la situation sociale devenait invivable, et je peux dire que j'attendais une révolution. Je n'ai pas joué un grand rôle dans le processus révolutionnaire, mais je suis allée manifester place Tahrir plusieurs fois, j'ai participé aux sittings devant la demeure d'Hosni Moubarak pour demander son départ, et j'ai suivi de près le cours des événements dans les médias, ainsi que sur twitter et facebook. Je pense que les femmes ont activement participé à la révolution. De nombreuses femmes ont profité des événements pour sortir dans la rue et organiser des manifestations pour demander leurs droits, car depuis longtemps, les femmes n'avaient pas la possibilité de faire entendre leur voix.

La situation globale du pays n'a pas vraiment changé. Nous avons réussi à faire partir Moubarak, mais le système politique reste profondément corrompu, et il faudra encore du temps pour modifier cela.

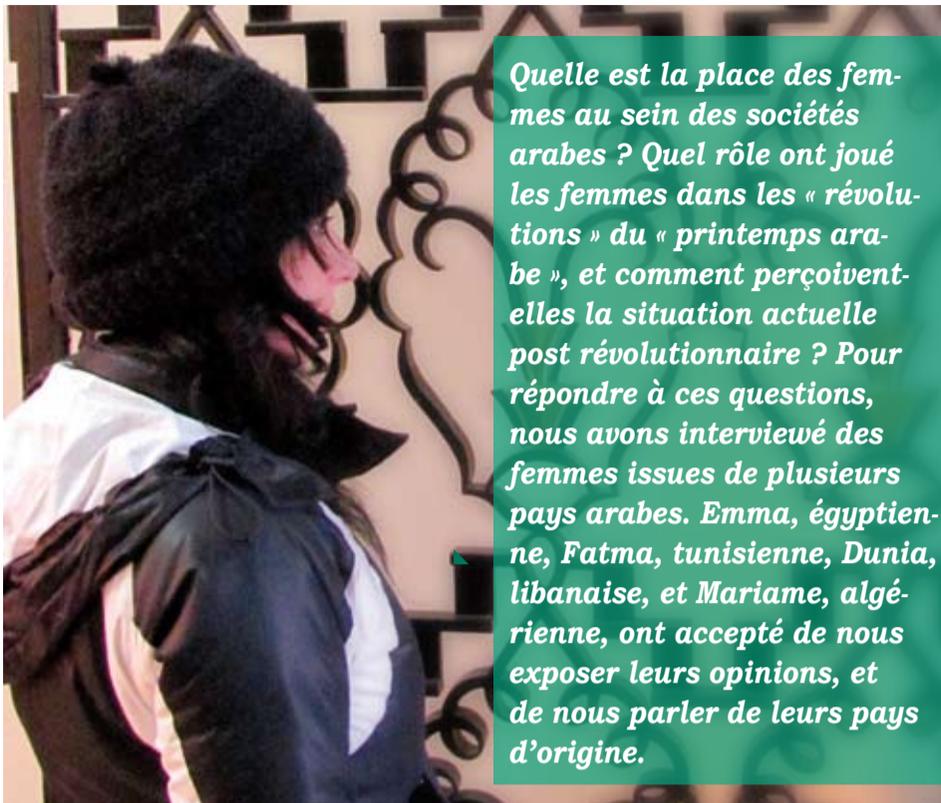
Mon opinion est que le nouveau gouvernement ne va rien faire pour améliorer la situation des femmes en Égypte.

Mais on peut affirmer que la révolution a permis aux femmes de commencer à s'exprimer et protester contre ce qu'elles n'aiment pas, même contre les agressions sexuelles dans la rue, contre lesquelles elles n'ont en général pas la possibilité d'obtenir leurs droits devant un tribunal, et où l'on tient compte de leur tenue au moment des faits. Pourtant, j'ai récemment entendu des cas de femmes qui avaient gagné leur procès contre leurs agresseurs, cette situation me fait entrevoir une lueur d'espoir. »

Fatma, Tunisie :

« Je n'étais pas en Tunisie durant la révolution, mais je suivais les événements par internet, notamment sur les blogs de militants et militantes. Un blog important est celui de Lina Ben Mhenni, jeune femme de 26 ans. Elle a écrit des « chroniques de la révolution », mais son blog existait déjà bien avant la révolution. Il était interdit en Tunisie, mais on parvenait à l'ouvrir avec une adresse IP étrangère. A cette époque, elle parlait des grèves, des mouvements sociaux, et relayait de nombreuses nouvelles concernant des événements dont nous n'entendions habituellement jamais parler.

Il existe aussi une grande militante tunisienne, vivant en France, que je connais personnellement, c'est Amira Yahyaoui. Son père était juge, radié du barreau après avoir écrit une lettre ouverte à Zine el-Abidine Ben Ali. Elle a créé le mouvement « 404 not found » (en référence à la censure d'internet, car lorsqu'on ne peut pas ouvrir une page web il est écrit : 404 not found), juste avant la révolution, avant que Mohamed Bouazizi ne s'immole. Durant la révolution, elle allait dans tous les lieux où il y avait des morts, afin de prendre des photos. Mais il y a beaucoup d'autres femmes militantes en Tunisie, depuis longtemps. Sur ce sujet, la



Quelle est la place des femmes au sein des sociétés arabes ? Quel rôle ont joué les femmes dans les « révolutions » du « printemps arabe », et comment perçoivent-elles la situation actuelle post révolutionnaire ? Pour répondre à ces questions, nous avons interviewé des femmes issues de plusieurs pays arabes. Emma, égyptienne, Fatma, tunisienne, Dunia, libanaise, et Mariame, algérienne, ont accepté de nous exposer leurs opinions, et de nous parler de leurs pays d'origine.

révolution n'a rien changé. Celui qui a donné des droits aux femmes, en Tunisie, c'est le président Habib Bourguiba (1957-1987). Il est donc très normal en Tunisie de voir des femmes étudier, travailler et faire la plupart des activités que font les hommes. Dans les années 70-80, il y avait beaucoup de militantes communistes, telle Radhia Nasraoui.

Mais maintenant, depuis la révolution, certaines choses ont changé. Aujourd'hui, les salafistes n'ont plus besoin de se cacher. Donc, dans certains quartiers, la plupart des femmes portent le niqab (voile intégral). J'en vois aussi dans mon quartier, alors que je n'en avais jamais vu avant.

Je peux affirmer qu'en général, aujourd'hui, les gens sont très déprimés. On ne sait pas trop ce qui va nous arriver. Pourtant, je ne pense pas que cela soit forcément problématique. Après la Révolution française, il y a eu la terreur. Peut-être qu'une phase transitoire est naturelle. C'est un long processus qui risque de durer plusieurs années en Tunisie, et plus longtemps encore dans le reste du Moyen-Orient. En effet, en Tunisie la population est très homogène, alors que dans la plupart des pays du Moyen-Orient, différentes communautés religieuses cohabitent, ce qui pose des questions identitaires. Nous n'avons pas ce problème. Je ne peux pas dire qu'on nous a volé notre révolution, mais je ne sais pas vers quoi on s'achemine. Je ne m'attends à rien, mais je ne suis ni optimiste ni pessimiste. »

Dunia, Liban :

« En vivant au Liban, en tant que femme, je ne me suis jamais sentie opprimée et défavorisée. Bien sûr, la société est patriarcale, mais je viens d'une famille où l'on m'a éduquée de manière égalitaire avec les hommes. Certaines lois s'appliquent différemment aux femmes et aux hommes, mais également différemment selon la communauté religieuse dont nous sommes issus.

L'avortement est interdit, mais il est pratiqué dans les hôpitaux. Il existe aussi des cliniques pour se faire « recoudre »

(l'hymen). En 2005, lorsqu'un million de personnes (sur une population totale de 4 millions) est descendue dans la rue pour chasser l'armée syrienne, il y avait beaucoup de femmes dans les manifestations. Les gens campaient dans des tentes. Leurs opposants politiques, pour disqualifier le mouvement, ont affirmé dans les médias que les jeunes manifestants avaient de relations sexuelles dans les tentes.

Avant l'assassinat du premier ministre Rafic Hariri (le 14 février 2005), la présence de l'armée syrienne ne m'avait jamais dérangée. J'étais jeune et on ne parlait pas de politique en famille. J'étudiais dans une école laïque où tout signe religieux était interdit. Selon moi, la mort d'Hariri a vraiment « recommunautarisé » et « repolarisé » notre génération. D'un coup, les gens ont commencé à reprendre conscience de leur appartenance communautaire (il existe au moins 18 communautés confessionnelles au Liban), chose qu'ils essayaient d'oublier depuis la fin de la guerre civile (1990) afin d'entrer dans un processus de cohabitation.

Concernant les femmes, je pense que les médias occidentaux instrumentalisent la question des femmes musulmanes et du voile au Moyen-Orient. Ils assimilent le voile au fait d'être opprimé, sans se douter que l'on puisse être voilée par choix personnel. J'ai vécu quelques mois en France et j'ai été surprise par l'ignorance de la société française vis-à-vis du Moyen-Orient. C'est tout à fait normal, car dès qu'il y a un mort dans la région, les médias occidentaux arrivent et filment la vieille femme voilée qui hurle et pleure hystériquement, et non la jeune fille cultivée et trilingue, habillée à l'occidental, qui sirote un verre à la terrasse d'un café. C'est un choix médiatique, simplement. Mais c'est très vexant pour nous, pour moi. J'ai acheté récemment un magazine français dans lequel il y avait une publicité pour une organisation catholique française. Cette réclame disait « Sauvons les chrétiens d'Orient ! », mais nous n'avons pas besoin d'être sauvés. Je ne me sens pas persécutée par les musulmans.

Mariame, Algérie :

« Jusqu'aux années 90, la situation des femmes algériennes était très différente. Elles sortaient dans la rue en minijupes et faisaient ce qui leur plaisait. Ce qui a provoqué un changement, c'est la guerre civile de 1991, lorsque « Le Front Islamique du Salut » (FIS) a remporté les élections. L'Etat, par peur d'un gouvernement à couleur islamique, a annulé le vote. Dès lors, le FIS est parti dans le maquis et a déclaré une guerre totale à l'Etat et à tous les civils qu'ils considéraient supporter l'Etat. Dès lors, des femmes qui ne s'étaient jamais voilées avant ont commencé à le faire, le voile faisant office de « gilet pare balle » contre la violence de maquisards. De la même façon, elles ne sont plus sorties dans la rue, l'espace public étant devenu dangereux. Les gens en général ne sortaient plus à partir de 20h et toute une génération n'a pas pu aller à l'école. Même moi, je ne comprends pas vraiment ce qui s'est passé à cette époque-là. Des malversations étaient aussi commises par l'armée, notamment contre les kabyles, qu'ils assimilaient aux maquisards, qui eux-mêmes n'étaient pas homogènes. En tant que femme, ce qui faisait extrêmement peur, c'était que les maquisards descendent du maquis et emportent des femmes considérées « impies » dans les montagnes, pour les violer. Il ne fallait pas être une figure féministe. Les maquisards placardaient dans les villes des listes de toutes les personnes qu'ils voulaient assassiner. Il était déconseillé de sortir, et cela était doublement vrai pour les femmes. Aujourd'hui, on n'est pas encore complètement sorti de cela. Les classes populaires se sont habituées à cette situation, et en général, seules les classes bourgeoises sortent s'amuser le soir et boire de l'alcool. On ne peut se procurer de l'alcool que dans les grands hôtels, ainsi qu'à Alger et Oran. Il existe des plages spéciales pour les « émigrés », où l'on peut porter des bikinis. En effet, sur les plages publiques, même si cela n'est pas interdit par la loi, on ne porte pas de bikini. La frustration de la société est palpable et les agressions sexuelles sont courantes. Malgré cela, je ne pense pas que la question principale aujourd'hui, en Algérie, soit la condition de la femme. Le principal problème social est le traumatisme de la guerre civile dont on vient de sortir (une amnistie générale est adoptée en 2002), la corruption, l'insécurité, le manque de ressources économiques, la peur de croiser un de ses anciens tortionnaires dans la rue, l'avenir bouché auquel est confrontée la génération qui n'a pas pu aller à l'école. Quand tout cela aura trouvé une solution, alors la condition de la femme s'améliorera, je pense, naturellement. De plus, il faut arrêter de voir l'oppression de la femme dans l'optique de l'Islam. Il existe des féministes musulmanes, elles revendiquent leurs droits comme toutes les féministes, mais en s'identifiant à l'Islam.

C'est aussi à cause du traumatisme de la guerre qu'il n'y a pas eu de révolution en Algérie, durant le « printemps arabe ». La population n'a plus envie de troubles politiques, elle veut seulement vivre. »



Nami Başer

Les conférences de philosophie d'Istanbul

Nous vivons dans un monde en perpétuel devenir et il faut savoir que la philosophie n'y échappe pas. Du 30 novembre jusqu'au 3 décembre la municipalité de Bakirköy a accueilli dans un somptueux hôtel d'Istanbul -Worldwide of Wonders de Yeşilköy- les philosophes occidentaux les plus prestigieux pour débattre de la modernité, de la démocratie et de la communauté, voire du communisme.

Le plus important d'entre eux, Jean-Luc Nancy, hélas n'a pas pu intervenir directement. Vivant depuis longtemps avec le cœur d'un autre à la suite d'une opération du cœur, les médecins ne lui avaient pas permis le vol par avion. Mais heureusement que nous vivons au temps de l'internet car il a pu contribuer par l'intermédiaire de skype et on a pu le voir à l'écran devant ses livres et écouter son discours.

Deux américaines constituaient la part féminine des contributions. Joan Copjec psychanalyste lacanienne s'intéressait aux films de Kiarostami et c'est à partir du concept du monde imaginal de la philosophie de l'islam qu'elle avait étudiée auprès des livres du philosophe belge Henry Corbin qu'elle a développé sa pensée, en nous apprenant que l'Occident de nos jours s'intéresse à l'orient. Quant à sa collègue, Jodi Dean, tout en dévoilant les dessous de la politique américaine, affirma son optimisme pour une transformation du monde contemporain et surtout du capitalisme américain.

Kılıçdaroğlu, le chef du parti de l'opposition a fait une courte apparition au sein des conférences et quand Joan Copjec lui a fait la remarque que fina-



lement il n'y avait que deux femmes parmi les participants, a répondu que deux femmes étaient suffisantes puisque les femmes étaient plus fortes que les hommes. Mais il s'est intéressé surtout à la communication de Bernard Stiegler, philosophe français qui est le président d'un groupe international intitulé Ars Industrialis travaillant dans le domaine de ce qu'il appelle «l'économie de contribution». Selon Stiegler, le modèle industriel s'étant effondré depuis quelques décennies, il faut prendre au sérieux l'ère actuelle. Nous sommes dans le modèle nouveau, celui du numérique. La technologie qui fonctionne maintenant comme une pharmacologie négative c'est-à-dire comme un poison. La nouvelle économie devait être attentive à cela. Les jeunes philosophes français d'obédience communiste, Frédéric Neyrat et Bernard Asséné étaient d'accord pour le contenu, sauf que le premier insistait sur les catastrophes et les crises écologiques alors que le deuxième insistait sur le choix de l'ennemi.

Gianni Vattimo, le philosophe italien qui travaille en même temps au parlement européen à présente ce qu'il appelle carrément la pensée faible. Il voudrait délivrer les hommes de leur assujettis-

sement au savoir, à la science dite moderne pour assumer en toute modestie notre condition d'interprète des faits.

Jean-Luc Marion le philosophe de l'appel, a exposé ses pensées phénoménologiques sur l'art et a pu répondre au seul philosophe dissident de la conférence, le philosophe allemand Thomas Metzzenberg qui, convaincu devant les avancées des neurosciences ne croit plus au self à la conscience. Pour Marion la conscience s'est déplacée de celui sur lequel on fait des expériences à celui qui le manipule, donc le problème reste entièrement à résoudre.

Alain Brossat s'est jeté vif sur la politique arabe égyptienne en partageant les idées d'un dissident au régime. Il a déclaré qu'il était partisan de tout effort qui fait éclater le discours universitaire à son dehors.



Enfin, dans son apparition fantomale et erratique, Nancy a élaboré les 8 points par lesquels le sens ne se confond pas avec une signification donnée d'avance. En donnant l'exemple de l'enfant du film Miel de Kaplanoğlu, il a témoigné son intérêt pour notre pays.

On espère que les rencontres de ce genre se multiplient ici et ailleurs.

Istanbul hôte de la Gyeongju World Culture Expo de 2013

L'Exposition culturelle mondiale de Gyeongju va se tenir à Istanbul l'année prochaine. Première foire de ce type au monde, elle se veut le lieu de référence des rencontres, échanges et partages culturels.

« Le pouvoir de la culture ! La culture qui unifie le monde d'une façon harmonieuse se retrouve à l'Exposition culturelle mondiale de Gyeongju ! », s'exclament les responsables de l'Office du tourisme Sud-Coréen. Traditionnellement organisée par la ville historique de Gyeongju, au nord de la Province de Gyeongsang depuis 1998, la manifestation se déroulera conjointement avec la ville d'Istanbul en 2013. En effet, la province de Gyeongju a signé un protocole d'entente le 24 mai dernier avec la ville pour l'organisation de la prochaine manifestation. Étaient présents lors de cette rencontre orchestrée par le maire d'Istanbul M. Kadir Topbaş, le ministre de la Culture Sud-Coréenne, M. Choe Kwang-shik ainsi que le Gouverneur de la Province de Gyeongsang, M. Kim Gwan-yong. Il s'agit de la deuxième organisation hors de Gyeongju après celle de 2006, dans le célèbre et majestueux temple d'Angkor Vat au Cambodge, qui avait rencontré un franc succès. La future exposition conjointe baptisée Chemin, rencontre et accompagnement ouvrira ses portes en septembre 2013 à Istanbul. Une quarantaine de programmes culturels tels que des représentations par des troupes de théâtre, un festival international du film, des expositions, des conférences et un concert de K-pop, la chanson populaire sud-coréenne, sont déjà au menu de cette 7^{ème} édition.

* Alexianne Lamy

Le luxe français fait son festival : le Festival Colbert à Istanbul

COMITÉ COLBERT

Janvier sera définitivement le mois du luxe français à Istanbul, et ce dans le cadre de deux grands événements émanant du Comité Colbert : une exposition à Istanbul Modern, qui sera inaugurée le 15 janvier 2013 et qui aura pour thème « Modernité ? Perspectives de Turquie et de France », et un Festival Colbert, qui aura lieu du 16 au 22 janvier 2013 et proposera un parcours au sein de la modernité du luxe français.

Créé en 1954, le Comité Colbert rassemble 75 maisons françaises de luxe et 13 institutions culturelles, qui œuvrent ensemble au rayonnement international de l'art de vivre français. Il regroupe un nombre de secteurs très variés, chacun de ses secteurs représentant une facette de l'art de vivre français. La définition que ce comité donne au luxe est particulièrement intéressante, puisqu'elle soutient l'idée

que ce luxe n'est pas une marque ni un produit, mais que c'est un ensemble, comme l'explique Mme Elisabeth Ponsolles des Portes, déléguée générale du Comité Colbert, lors d'un petit déjeuner de presse organisé pour présenter le comité et les événements de janvier : « c'est à la fois l'élégance d'une robe, d'un sac, d'un bijou, qui s'accompagne d'un environnement : art de la table, Crystal, orfèvrerie, porcelaine, vins et champagnes, parfum, conversation... C'est tout cela qui constitue l'art de vivre français ».

Convaincu que la France et la Turquie sont liés par une fascination réciproque depuis des siècles, le Comité a souhaité s'engager dans ces deux initiatives afin de cultiver ces affinités. Aujourd'hui, la Turquie ne représente qu'une faible part du chiffre d'affaires réalisé à l'export par les maisons du comité Colbert (2%). Mais c'est un marché en



pleine croissance. A tel point que les maisons françaises du luxe présentes en Turquie ont enregistré une augmentation de 30 % en moyenne de leur chiffre d'affaires sur ces cinq dernières années.

Cela justifie donc tout à fait la présence du Comité Colbert à Istanbul qui, fidèle à ses valeurs de responsabilité sociétale, se manifestera notamment par le mécénat de l'exposition « Modernité ? ». Cette exposition, comme nous l'explique Elisabeth Ponsolles des Portes, présente une convergence de questionnements et de préoccupations qui animent à la fois les maisons du comité Colbert et la société turque. Elle questionnera le concept de la modernité au travers d'œuvres d'artistes turcs et français.

Mais le comité ne s'arrête pas là, et souhaite ardemment faire souffler une brise française sur le Bosphore. Pour cela, il organise également un Festival Colbert, en lien direct

avec l'exposition et au cours duquel 26 maisons françaises du luxe appartenant au Comité organiseront des événements exceptionnels proposant eux aussi une lecture de la modernité, à travers des installations, des créations ou encore des collaborations artistiques. Les événements auront lieu dans deux endroits différents, là où les maisons françaises sont établies : le quartier de Nişantaşı et İstinye Park, le café de ce dernier accueillant également un certain nombre de conférences. Plaçant les idées de collectivité et de solidarité au cœur de leurs actions, les maisons françaises implantées à Istanbul accueilleront en leur sein celles qui ne figurent pas encore dans le paysage stambouliote, offrant au public turc une découverte unique de nouveaux produits de luxe français.

A noter : le jour de l'inauguration du Festival Colbert, le 16 janvier 2013, plus d'une vingtaine de présidents de maisons du Comité Colbert seront présents à Istanbul pour l'occasion. Le ministre du Commerce extérieur Nicole Bricq accompagnera également cette délégation.

* Amandine Canistro

Les Gérard de la télévision 2012 ou le meilleur de la « loose »

La 7^{ème} édition des Gérard de la télévision s'est tenue le 17 décembre sur les planches de Bobino face à une salle comble. Arnaud Demanche, Stéphane Rose et Frédéric Royer ont bouclé l'année 2012 en remettant leurs fameux trophées récompensant la « loose » du paysage audiovisuel français. Ainsi, le Gérard du Chevalier de la Légion donneur de leçon



a été attribué *ex aequo* à Audrey Pulvar dans le Grand 8 sur Direct 8 et à Natacha Polony dans *On n'est pas couché* sur France 2.

L'ex compagne du Ministre du redressement productif en aura vraiment pris pour son grade. En effet, un Gérard n'étant point suffisant pour couronner toutes ses frasques, les trois présentateurs lui ont rendu hommage, tout au long de la cérémonie, avec de nombreuses références à ses sautes d'humeurs sur twitter affichant sa vie privée et les aléas de ses amours à la façon de dépêches AFP.

Comme chaque année, les intitulés des prix sont des plus cinglants pour ne pas dire conforme à la réalité. Citons parmi les 23 parpaings décernés, le Gérard du programme court qui ne l'est pas encore assez attribué à Roumanoff et les garçons sur France 2.



Anne Roumanoff ne dérogera pas à la règle selon laquelle les lauréables sont rares à venir chercher leur parpaing. C'est le courageux, Yann Stotz accompagné de Cécile Giroud qui sont allés chercher le trophée. Sur scène, ce dernier, « plein d'humour », rebondit habilement en remerciant « un groupe de bobos qui a dit qu'on a fait de la merde ».

Tout y passe. Du physique, avec le Gérard de la touffe attribué à Sébastien Folin dans le Lab'Ô sur France Ô, en passant par l'es-

prit, avec le Gérard de la personnalité qui n'en a aucune décerné à «Machin Lopez alias Frédéric Lopez». Même les chaînes d'information en continu n'ont pas été épargnées avec Raphaël Mezrahi caricaturant le journaliste déboussolé pendant un duplex sur des sujets insignifiants.

Le lendemain de la remise des prix, Arthur se félicitait d'avoir « eu un Gérard (de l'animateur qui fait de la scène mais qui ferait mieux de se jeter dedans, nldr) à trois jours de la fin du monde et après 20 ans de télévision ». Une récompense qui, selon lui, l'honore car « il était temps ». Étonnamment, tout a été raillé sauf la fin du monde censée arriver quatre jours plus tard. Arrivé en retard lors de la cérémonie, Christophe Dechavanne affichait sa déception lorsqu'il a appris qu'il n'a pas remporté le Gérard de l'animateur embourgeoisé qui se regarde dans le miroir en repensant aux années où il avait des cheveux, des abdos, des idées, l'envie de provoquer, de conquérir le monde, de devenir le nouveau Coluche, d'enregistrer un album, de tourner avec Noiret, de monter un Planet Hollywood avec Tom Cruise ! ... Avant d'aller repasser sa cravate fluo pour son jeu du midi. Cela ne l'a pas empêché de monter quand même sur scène pour aller récupérer le parpaing destiné à Nagui. Superstition ou réelle croyance ? Tenait-il absolument à être récompensé d'un parpaing avant l'apocalypse prévue par les mayas ? Réponse l'année prochaine où Christophe Dechavanne se verra probablement attribuer le Gérard du présentateur crédule qui voulait repartir avec son Gérard avant la fin du monde.

* Daniel Latif



Ertuğrul Ünlüsü

Lycée Français Saint Benoit
Professeur d'éducation physique
ertugrulunlusu@gmail.com

Au sujet des politiques sportives

Le Baron Pierre de Coubertin était quelqu'un qui voyageait tant en France qu'en Europe. Durant ses voyages, il aimait observer la jeunesse. Que faisaient les jeunes durant leur temps libre? Voici le sujet de ses observations. A cette époque (fin des années 1800) le monde est en plein chaos. Les guerres régionales sont à deux doigts de tourner en guerre mondiale. C'est dans cette atmosphère que M. de Coubertin lança l'idée des Olympiades. Et pour cela, il se rendit même à Istanbul. Il y rencontra M. Selim Sirri Tarcan et assura en 1907 la création du Comité Olympique National Turc.

M. de Coubertin et ses camarades voulaient tirer les jeunes du fléau de la cigarette, de l'alcool et de la drogue en les incitant au sport. Ils nommèrent cela les Olympiades. Les 1^{ères} Olympiades «modernes» eurent lieu en 1896 à Athènes et les dernières, à Londres en 2012. Entre ces dates, les dirigeants ont apporté beaucoup de nouveautés aux Olympiades.

Des jeunes de religions différentes, d'origines et des cultures différentes allaient pouvoir s'affronter et montrer leurs performances. Alors que le monde faisait encore la séparation des Noirs et des Blancs, en 1936, c'est un athlète noir qui fut champion aux 100m des Olympiades de Berlin : Jesse Owens. Cela provoqua l'ire de Hitler, qui quitta sur-le-champ le stade olympique. Avec cette victoire Jesse Owens fut le 1^{er} sportif à montrer au monde l'habileté du peuple noir.

L'évolution se poursuivait. Le monde a connu deux Guerres Mondiales, il y eut des génocides, mais de nouveaux pays commencèrent à prendre place dans la carte du monde. Les Olympiades furent suspendues durant les guerres mais continuèrent cependant à se développer. L'argent légal investi dans le sport attira l'attention des dirigeants

des pays. La technologie évolua de plus en plus. Le télégraphe fut oublié et à sa place vinrent les téléphones portables et les e-mails. La population augmentait. Les pays tentaient d'acquiescer des revenus par le biais du sport. Les bénéfices pouvaient être illimités. Il fallait absolument créer de nouvelles politiques et de nouveaux systèmes. Ces politiques allaient orienter la jeunesse vers le sport. Les sociétés allaient produire des vêtements, les sociétés hi-tech allaient créer de nouveaux produits, les entreprises de construction allaient mettre sur pied de nouveaux projets, même des films sur le sport allaient être tournés et le sport allait même alimenter la créativité musicale. Ce fut le tableau tracé des années 60 jusque dans les années 70. Maintenant, on allait vérifier les politiques créées et observer les développements. Et si les politiques étaient correctement créées, les caisses allaient être remplies.

Des grands pays comme la Chine, les États-Unis, l'Allemagne et la France sont performants dans presque toutes les disciplines. D'autre comme l'Espagne, l'Italie, la Danemark sont performants dans certaines disciplines et enfin des pays comme la Jamaïque (avec une population 2.705.800) dans une seule discipline.

Ce que nous pouvons observer c'est qu'en Jamaïque, un entraîneur d'athlétisme doit faire un choix parmi 2705 personnes. Parmi elles, des noms comme Usain Bolt et Yohan Blake prendront place dans l'histoire de l'athlétisme.

Venons-en à la Turquie. Notre population atteindrait les 75 millions. Combien de nos sportifs pouvons-nous montrer en exemple au monde ? Le jour où l'on pourra répondre à cette question, on pourra alors dire que la politique sportive de notre pays est correctement définie et appliquée.

Cafés Philo

Le café philosophique, lieu d'échange d'idées et de débats, permet d'enrichir par le dialogue raisonné la réflexion de chacun, de mettre en question ses propres certitudes et d'exercer son esprit critique. Les séances sont animées par Martin Stern et Nami Başer (professeurs de philosophie) et

par l'écrivain et philosophe Ahmet Soysal. Lors de trois cafés philo de ce trimestre, les thèmes suivants seront abordés :

« LA RUSE » mardi 19h - Lycée Notre Dame de Sion

« NORMALITÉ ET FOLIE »

Mardi 19 février à 19h - Institut Français

« HABITER LA VILLE »

Mardi 12 mars à 19h au Lycée Notre Dame de Sion

En français, avec traduction ponctuelle en turc.



Avec sa commande de 100 avions Airbus A320 et A321 d'un montant de 12 milliards de dollar, Pegasus réalise la plus grande opération d'aviation civile en Turquie.

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

PREMIUM LIFE

Designed by DİCE KAYEK

Hafif içimiyle yepyeni bir keyif...

Citroën C-Élysée : Le vaisseau spécial



Frédéric Banzet, le Directeur Général de Citroën France m'avait confié en octobre 2011 l'arrivée "d'un nouveau modèle destiné principalement pour la Turquie". Il s'agit en effet de la Citroën C-Élysée. Une berline tricorps à l'allure conventionnelle dont les phares s'inspirent, à l'avant, de ceux d'une Audi A5 et, à l'arrière, font penser à une BMW Série 5. Produite à Vigo en Espagne, cette voiture européenne a pour mission de redorer l'image du constructeur aux chevrons à l'international.



L'ambassadeur international de Citroën se voit gratifier d'un titre quelque peu hyperbolique. En effet, l'appellation Élysée, évoquant la très célèbre avenue parisienne ou le nom du palais où siège le président de la République Française, aurait dû concerner une Citroën C6 ou une éventuelle DS6.

Être reçu à bord du Palais de la C-Élysée, c'est se retrouver dépourvu de GPS — aujourd'hui que ferait-on donc, où irait-on, sans cette option des plus vitales ? Ce n'est pas si terrible après tout. L'homme rediposerait de son sens de l'orientation d'époque.

L'absence de l'aide au démarrage en côte sera sans doute la meilleure manière de faire prendre conscience au conducteur l'évolution fulgurante des technologies à bord de nos autos et qu'il est bon de temps en temps de replonger dans les bases de la conduite. Cette fois-ci c'est vraiment vous qui conduisez.

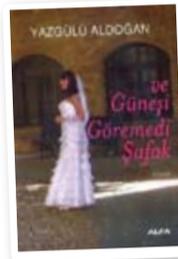
Faire partir un ambassadeur français en terres internationales est aussi délicat que d'envoyer un homme sur la lune. Il faut l'équiper de matériaux robustes et étanches, pour pouvoir résister aux chocs de températures, variations de routes ou autres fluctuations météorologiques. Notre ambassadeur, voyageant en famille, se devra de leur offrir un espace généreux et d'embarquer leurs nombreux bagages. La Citroën C-Élysée, équipée de pneus Michelin, avec son habitabilité, son confort selon les normes internationales et son volume de coffre est le vaisseau qui répond parfaitement à ce cahier des charges.

Dernière indication, le vaisseau ne doit pas se démoder rapidement. Là encore, l'équipe design s'est attachée à élaborer un modèle intemporel, censé résister au temps. Pas trop longtemps quand même, mais sûrement aussi longtemps qu'une Tofaş Şahin. En lui souhaitant, le même succès !

* Daniel Latif

« Ve Güneşi Göremedi Şafak » le deuxième roman de Yazgülu Aldoğan, est sorti aux éditions Alfa

Ce lundi 10 décembre 2012, au neuvième étage du Point Hôtel, Yazgülu Aldoğan avait convié journalistes et amis pour célébrer dans ce cadre magnifique la sortie de son nouveau roman, « Ve Güneşi Göremedi Şafak » (Et Şafak n'a pas pu voir le soleil). Le livre paru aux éditions ALFA raconte une touchante histoire, celle de l'héroïne qui s'interroge sur elle-même à



propos d'un amour perdu. Yazgülu Aldoğan a remporté un vif succès parmi les invités présents, qui se sont tous vu offrir une dédicace, avant de prendre part à un cocktail organisé pour l'occasion.

Yazgülu Aldoğan écrit là son deuxième roman, après « Kiralık Adam » (Un homme à louer) (2009). Diplômée du lycée Notre Dame de Sion, Yazgülu Aldoğan a suivi des études de journalisme à Ankara, et a collaboré notamment avec les journaux *Hürriyet*, *Sabah*, et pendant une dizaine d'années avec *Posta Gazetesi*. Ses thèmes de prédilection sont en particulier les médias, l'éducation, la politique, l'environnement, et les femmes, à l'image des ces deux romans qui placent la figure féminine au centre de l'intrigue. Un franc parlé fameux et une plume audacieuse font de Yazgülu Aldoğan un auteur à suivre de près !

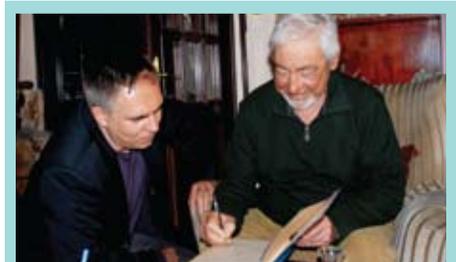
Sadun Boro, le premier marin turc à avoir parcouru tous les océans

16 juin 1968, dimanche matin... Le soleil se lève sur Kayışdağı, les alentours s'éclairent peu à peu...

Alors que je savoure mon café dans un coin de ma chambre rempli de bouquets de fleurs, je tente d'échapper au tourbillon des rêves qui s'empare de ma conscience. Sommes-nous vraiment à Caddebostan ? Kismet a-t-il vraiment pu traverser sept océans ? Ce vieux rafiote a-t-il vraiment mouillé à bon port ?

Ou alors, le gouvernail en main, vivrais-je la nuit dans un monde de fantôme que je me serais créé, en traversant les océans sans fin ?

Des scènes prennent vie dans les volutes de fumée de ma cigarette... Une carène de bateau mise sur un traîneau... Se séparer des personnes qu'on aime... Ces océans infinis, ses typhons, ses tempêtes... Une île sereine... De belles filles bronzées dansant au rythme d'une guitare sous les cocotiers... Et soudaine-



A la question : « n'avez-vous jamais eu peur pendant tout ce temps passé en mer ? », il nous répond : « C'est absurde de ne pas craindre la mer, il faut toujours prendre ses précautions ! ».

ment, des tam-tams, des cannibales, des pirates et enfin la maladie... Une bataille sans fin face à la nature... Sommes-nous vraiment ceux qui ont vécu cette vie ?

Je me penche et pénètre dans la coque. Oda dort calmement, Miço blotti à ses pieds... Nous voici encore tous trois.

Un pan de tissu accroché portant des écritures attire mon attention : « Bienvenue à Caddebostan, Kismet »... « Ce qui veut dire que mon souhait le plus cher de faire le tour du Monde avec le drapeau de mon pays était enfin devenu réalité »... écrit Sadun Boro qui, dès les premières pages de son livre, ne peut cacher son émotion.

Sadun Boro est né à Istanbul en 1928. Il a effectué sa scolarité au lycée de Galatasaray. En 1958, il partit pour l'Angleterre afin d'y suivre une formation en textile. C'est en 1952, pendant ses études, qu'il effectua avec un anglais une traversée de l'Atlantique de six mois à bord du voilier LING de onze mètres de longueur.

En 1963, il se fit construire son propre voilier et le nomma Kismet (destin). Kismet fut bâti à l'atelier d'Athar Beşpinar à Salacak. Deux ans après, en 1965, il décida avec son épouse Oda Boro, d'origine Allemande, de faire le tour du Monde à bord de son propre voilier d'une longueur de 10,5 mètres. Miço, le chat adopté aux Iles Canaries, les accompagna.

Le couple a eu une fille pendant le voyage. Ils l'ont appelée « Deniz » qui signifie 'mer' en turc. Quand Deniz a eu 8 ans,

la famille Boro a décidé de partir à nouveau pour deux ans aux Caraïbes et en Amérique du Nord.

Sadun Boro s'est beaucoup battu pour la protection des côtes comme celles de Gökova, Göcek et Fethiye

en publiant notamment des tribunes (il a tout particulièrement écrit des articles dans des journaux et magazines) pour évoquer toute la beauté et l'importance des océans et de la nature. Sadun Boro, amoureux de Gökova, a offert au golfe, au centre du village de Okluk, une statue de sirène devenue célèbre.

Mis à part « Pupa Yelken », qui rassemble ses souvenirs de voyage, Sadun Boro a également écrit en 2004 un livre intitulé : « A la quête des rêves ». Son dernier livre « Vira Demir », est un guide des côtes d'Istanbul à Antalya à destination des marins et passionnés de la mer.

A la question : « n'avez-vous jamais eu peur pendant tout ce temps passé en mer ? », il nous répond : « C'est absurde de ne pas craindre la mer, il faut toujours prendre ses précautions ! ». Sadun Boro se dit privilégié car il a pu se consacrer sa vie entière à sa passion, et à la question qu'est-ce qui vous sépare des marins explorateurs de nos jours, sa réponse est : je découvrais des lieux qui étaient presque inconnus, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

* Gökçe Güllan
Photos: Aramis Kalay



Sadun Boro redédicace son livre 40 ans après

Entre 1965 et 1968, notre Directeur de Publication, Hüseyin Latif, portait un immense intérêt aux aventures et écrits de Sadun Boro et de son épouse Oda, publiés à cette époque dans le journal *Hürriyet*. Par la suite, Hüseyin Latif a acheté les livres de Sadun Boro intitulés : « Pupa Yelken » (Le voilier Pupa) et « Kismet'in Seyahati » (Le voyage de Kismet), et se les ai fait dédicacer par voie postale.

Ce mois-ci, lorsque Hüseyin Latif alla rendre visite à Sadun et Oda Boro, il leur tendit ces livres signés 40 ans auparavant pour se les faire dédicacer à nouveau par ce marin hors pair. Ce fut un instant d'émotion. Voyant sa signature sur les pages jaunâtres des livres, Sadun Boro s'écria : « Après toutes ces années, j'ai eu la chance de dédicacer ces livres une deuxième fois ; à dans quarante ans, pour une troisième signature ! ».

Relié avec soin, c'est un livre conçu de toute évidence pour pouvoir émerger 42 ans plus tard. Sa couverture est bleue, pour évoquer le ciel des océans... Le bord des pages intérieures est jauni, il a dû séjourner au soleil ; mais il n'a pas séché, il subsiste un peu d'humidité à l'intérieur.

Le sombre avenir des petits commerçants parisiens



M. Helary Père était opticien pour l'armée. Après la Seconde Guerre Mondiale, il a fondé *Europ Ciné Son* qui n'était pas encore au 18, rue Faubourg Poissonnière. C'est en 1989 que ce sera chose faite. Le magasin est largement reconnu, primé de nombreuses fois par « Paris Pas Cher », « Paris Combine » et d'autres. La réputation d'*Europ Ciné Son* a même traversé les océans : des clients viennent d'Australie, des Philippines, des États-Unis et de tous les recoins d'Afrique. Les Helary ont misé sur le bouche-à-oreille « comme meilleure des pubs » nous dit Helary Fils, et ça marche.

La clientèle sait qu'ici, c'est moins cher, entre 30 et 500 € de différence de prix

avec les grandes enseignes. En plus d'une réelle relation humaine, les commerçants bichonnent leurs clients : explications poussées sur le produit et le fabricant, mise en garde sur les autres vendeurs de Paris qui ont tendance à subtiliser des pièces.

Vous l'aurez compris, *Europ Ciné Son*, c'est avant tout une relation de confiance. Et pourtant, les problèmes se sont empilés au fil des ans : refus des fournisseurs que le magasin fasse de la vente en ligne, des clauses de plus en plus contraignantes écrites par les avocats (nombre d'employés, emplacement et réputation du quartier...), le marché unique et les exigences européennes...

Au 18 rue Faubourg Poissonnière, dans le 9^{ème}, se situe l'enseigne *Europ Ciné Son* existant depuis 1949, tenue par Helary Père & Fils. Leur magasin est une vraie caverne d'Ali Baba pour les amateurs et professionnels d'appareils photo, d'écrans TV et autres. Malheureusement, les petits commerçants sont de plus en plus étouffés par les grandes enseignes. Rencontre avec ces passionnés.

Alors que le gérant s'occupe de servir un client, à la télévision, un journaliste interviewe une dame tenant une boutique depuis plus de 40 ans : « et vous êtes toujours là ?! » est la question que l'on pose le plus souvent à cette gérante septuagénaire. Cette question semble prophétique pour *Europ Ciné Son*.

M. Helary s'en prend à ceux qui étouffent son affaire, criant au « racisme commercial » : il n'y a pas que les clauses des contrats qui font mal. Les fournisseurs ont des exigences bien lourdes pour le magasin, les grandes enseignes font de l'ombre et entretiennent des ententes. Pour M. Helary, ce sont « des voyous qui font de l'argent sur les clients ». Les procès sont inutiles : 14 ans de procès contre Canon et au final, seul le PDG responsable a été limogé. La corporation à laquelle appartient *Europ Ciné Son* ne parvient pas à s'organiser, il n'y a « aucune entraide ». Et pas la peine de compter sur les banques qui considèrent que l'entreprise est finie et forcent les propriétaires à la retraite : « on préfère sacrifier une boîte » murmure M. Helary, amer. La Chambre de commerce de Paris ne peut rien faire face à ce que M. Helary appelle « le diktat européen » et qui coule son affaire.

Et ne comptez pas sur les politiciens pour aider : pour M. Helary, ce sont « tous des incompetents », et « la densité de cons sur Paris est impressionnante ». Et il continue : « les politiques empêchent de travailler en France. Si on est riche on est radié alors qu'aux États-Unis, ils ont un vrai sens du mérite ». Il tempère un peu ses propos : « Y'a des gens bien à droite et à gauche, mais y'a plus de cons ». Il continue en accusant les instituts de former une élite coupée du peuple et des réalités ».

Avec l'augmentation des taxes, la crise en Espagne et de l'euro et le désespoir des gens, « le monde n'est pas prêt de s'arranger » et « ne croyez pas ceux qui vous disent le contraire » s'écrie M. Helary. La seule alternative restante est dans « le pouvoir du consommateur », l'organisation sur Internet et « la révolution » contre tous ceux qui détiennent le monde.

Même s'il y a toujours et encore des clients, M. Helary, « marié au magasin », est un homme qui a perdu espoir : avec un loyer à 3000 €, la crise et la pression des banques et de la concurrence, en particulier sur Internet, le magasin ferme courant 2013. « C'est comme ça ». L'avenir appartient désormais aux jeunes générations.

* Candide Lounianguou Ntsika

Audiogen High end ou la passion du son

Ibrahim Genis, jeune audiophile, s'occupe avec son frère de deux magasins de matériel audio haut de gamme, situés à Kadıköy et Nişantaşı. Là où les oreilles des amateurs ne font pas de différence, celles des passionnés décèlent des variantes infinies de son. Ces derniers sont donc prêts à dépenser des fortunes afin d'avoir un son parfait, le plus proche possible de la réalité. Ces installations audio ciblent donc un public très ciblé. En nous accueillant dans son magasin Ibrahim nous a fait découvrir l'univers des audiophiles.

En entrant dans les locaux de *Audiogen High end* à Kadıköy, on a la sensation de pénétrer dans un univers parallèle. Au rez-de-chaussée les lumières sont tamisées, et des installations audio gigantesques surplombées de tableaux, de disques et de livres, nous environnent. C'est ici que l'on présente le matériel au client. Le premier étage est une sorte de palace. Un écran géant, de somptueuses peintures, des miroirs aux cadres dorés, des tapis, des sculptures, des lustres et de petites tables en acajou sont disposées là, de manière à mettre le client à l'aise. On a une vue plongeante sur les bateaux glissant paresseusement sur le Bosphore. Thé, café, coca, whisky ou vodka... On peut choisir ce que l'on veut. C'est



ici que l'on parle plus longuement, que l'on écoute de la musique, que l'on discute des prix. Ceux-ci vont de 10 000 Euros à... il n'y a pas de plafond, tout dépend des moyens et des désirs du

client. Il est pourtant possible d'acheter une installation audio pièce par pièce, et même de la composer sur mesure, achetant une enceinte d'une marque suédoise, une autre américaine ou allemande, afin d'atteindre le son exact que l'on souhaite.

D'après Ibrahim Genis le secteur High-tech audio est très large à l'échelle du monde, mais très réduit en Turquie. A

Istanbul, seuls des gens très riches, et d'un milieu culturel précis, s'y intéressent. En général, ce sont des hommes entre trente et cinquante ans, amateurs de musique classique et de jazz. De plus, ce hobby est lié à une culture familiale que l'on trouve beaucoup dans des pays comme la Suisse, l'Allemagne, la Suède, les États-Unis, la Hollande, Singapour et Hong Kong. Cette passion est souvent transmise par les parents ou l'entourage proche, et en Turquie de tels milieux sont rares. Ici,

on préfère des systèmes audio standard, moins coûteux. Ibrahim affirme que quand les Turcs dépensent de grosses sommes pour des produits hauts de gamme, ils achètent des choses visibles, telles que des vêtements, des voitures et des maisons. Dans la société turque, on est perpétuellement soumis aux regards des autres, donc il est inhabituel de faire d'énormes dépenses pour un hobby qui ne peut ni être contemplé, ni être compris par l'entourage.

En blaguant, Ibrahim ajoute que « les femmes n'aiment pas les audiophiles car leurs installations prennent trop de place dans le salon... Mais c'est un mauvais calcul, puisque cette passion, à caractère solitaire et sédentaire, pousse les hommes à rester à la maison ! »

Bien sûr, il y a des audiophiles qui aiment se retrouver pour partager leur passion, mais ce n'est pas très courant, car l'oreille de chacun entend différemment. C'est-à-dire qu'une installation exceptionnelle selon un audiophile, peut sembler moins bien à un autre, donc chacun doit acheter le matériel qui lui correspond personnellement. Dans ce travail, il n'y a pas de vérité, chacun entend un peu différemment, il y a beaucoup de marques différentes, chaque marque produit une diversité de modè-



les. « Nous essayons donc de contenter chaque client individuellement, et nous y arrivons généralement, car il y a du choix ! », ajoute-t-il.

Ces deux dernières années, les plus gros marchés du secteur sont les États-Unis et Hong-Kong, où la demande se développe de manière exponentielle et où les clients n'hésitent pas à acheter des systèmes très coûteux. Les pays européens sont des producteurs de systèmes audio High-tech, mais sur leur territoire la demande est restreinte. On sent, là-bas, les effets de la crise économique. L'Allemagne produit beaucoup, mais la majeure partie de sa production est exportée. Le marketing se fait notamment sur internet, même si dans ce milieu, il est facile d'être connu. En effet, dans un secteur d'activité aussi précis, les clients se transmettent le nom des bons vendeurs de bouche à oreille. Depuis sa création en 2001, *Audiogen* fonctionne bien, les chiffres sont satisfaisants et Ibrahim ne s'en plaint pas.

* Aurélie Stern

Beyrouth : la cité des paradoxes

Beyrouth, ville côtière et capitale du Liban, petit pays arabe enclavé entre Israël-Palestine et la Syrie. C'est la cité des paradoxes qui évoque, dans l'esprit de certains, la « Suisse du Moyen-Orient », havre de culture, de gastronomie et d'architecture, alors que pour d'autres elle est un champ de ruines en perpétuel conflit. On parle aussi de ville multiconfessionnelle et multiculturelle, de dialogue inter-religieux, ou de guerre contre Israël, du Hezbollah... Beyrouth est en réalité un mélange de tout cela, c'est ce qui lui donne son caractère unique, et la rend si difficile à expliquer.



« Il fait bon vivre à Beyrouth... »

Beyrouth est une ville vieille de plusieurs milliers d'années, qui a accueilli toutes les grandes civilisations anciennes, des Phéniciens aux Ottomans en passant par les Byzantins, les Fatimides et les Mamelouks. Au XIX^e siècle, elle devient l'une des cibles privilégiées des puissances occidentales qui viennent y implanter leurs missions, leurs écoles et leurs comptoirs commerciaux. En effet, le Sultan ottoman refusait que les missionnaires occidentaux viennent prêcher en terres musulmanes, mais il les autorisait à s'implanter dans les provinces majoritairement chrétiennes. C'est pour ces raisons que la ville, et le pays, regorgent d'histoire, de ruines, de vieilles mosquées et églises, de mosaïques ; un vrai paradis pour les amoureux d'histoire ancienne ! On y trouve aussi de très bonnes universités telles l'AUB (université américaine) et l'Université Saint-Joseph. Une grande partie de la population est parfaitement bilingue, voire trilingue (arabe, anglais, français) et beaucoup d'étrangers vivent dans la capitale. Ils disent aimer « le climat tempéré, l'architecture, les boîtes de nuit, les musées, la vie culturelle, le caractère chaleureux des gens, les plages, la nourriture et la richesse culturelle. » En effet, la ville libanaise accueille chaque année plusieurs festivals de cinéma, de musique, un salon du livre, etc. On y trouve aussi de nombreux théâtres, des bibliothèques et toute l'infrastructure culturelle qui lui faisait mériter son surnom de « Paris du Moyen-Orient ». Pourtant, la réalité est multiple et l'on croise aussi une autre catégorie d'étranger : les travailleurs immigrés. Ils sont des milliers à venir du Moyen-Orient, d'Asie et d'Afrique. Les femmes travaillent comme bonnes à tout faire dans les familles libanaises, les hommes font tous les petits travaux qu'on leur propose.

Souvent, aussi, au détour d'une rue, on aperçoit des impacts de balles sur des bâtiments, et on se rappelle alors que l'histoire de Beyrouth comporte aussi des pages noires.

La folie des grandeurs

« La folie des grandeurs » est un qualificatif étrange pour une ville de 1,3 millions d'habitants, capitale d'un petit pays de 4 millions d'habitants. Mais si l'on observe attentivement, cette expression évoquée par un jeune Libanais, Hussein, semble plutôt appropriée. Les voitures sont énormes, de gros 4x4 noirs parfaits pour partir en safari mais qui se contentent de déambuler dans les rues beyrouthines. Les villas, les buildings et les centres commerciaux sont impressionnants, et de nouveaux chantiers éclosent dans tous les coins de la cité et du pays. Les cliniques privées pullulent et

la chirurgie esthétique est monnaie courante chez les femmes qui se retrouvent toutes avec le même petit nez retroussé. Les enluminures de Noël recouvrent les conifères, les palmiers et les plantes des quartiers chrétiens, créant une atmosphère de fête à faire pâlir d'envie les pays européens. Un petit mariage coûte en moyenne 20 mille dollars, car il est de bon ton d'accueillir des invités dans un hôtel et de faire durer les festivités plusieurs jours. « C'est le prestige » nous dit Inas, Libanaise vivant à Barja, un village à quelques kilomètres de la capitale. En effet, on ne peut pas le nier, en se promenant de les rues, il nous apparaît évident que le « prestige », l'apparence, les possessions, sont des éléments importants de la vie de beaucoup de Libanais. Pourtant, le salaire minimum ne dépasse pas les 500 dollars ; dans un pays où le prix d'une chambre d'étudiant s'élève à près de 300 dollars de loyer, faites le calcul. « Comment font les gens ? » avons-nous demandé. « Ils vivent à crédit et vivent chez leurs parents jusqu'au mariage. Ils ne sont pas tous riches, mais beaucoup ont, en effet, des vêtements ou une voiture qui laisserait penser qu'ils le sont », nous a-t-on répondu. « Beaucoup vont aussi travailler dans les pays du Golfe, en particulier en Arabie Saoudite, au Qatar, au Koweït. Ils économisent et reviennent au pays, ou restent là-bas et envoient de l'argent à leur famille. » Pourtant, les pays du Golfe paient moins qu'avant et la situation économique du Liban semble se détériorer, à en croire les plaintes des gens qui ne savent plus comment s'en sortir en fin de mois. L'extrême richesse côtoie la précarité et il n'est pas aisé de les différencier en les voyant passer.



La situation politique

Il existe au Liban ce que l'on nomme le « système confessionnel », c'est-à-dire que le droit privé et le statut personnel dépendent directement des communautés et non de l'Etat, mais surtout que les communautés ont des parts fixes au sein des administrations publiques et des administrations. Le président doit être un chrétien maronite, le premier ministre un musulman sunnite, alors que le président du parlement est un musulman chiite. Cette répartition des rôles politiques de manière confessionnelle avait pour but, au moment de l'Indépendance du pays (1943), de faciliter la coexistence religieuse. Dans les faits, on assiste plutôt à une faiblesse endémique de



l'Etat, face aux communautés. Le problème est identitaire car un citoyen libanais, avant d'être libanais, est affilié à sa communauté religieuse. L'absence de mariage civil en est une preuve. Lorsqu'un couple de Libanais issus de différentes communautés veulent se marier sans que l'un d'eux ne se convertisse à la confession de l'autre, ils sont contraints d'effectuer le contrat de mariage à Chypre ou en Turquie.

Il est commun de dire que le Liban, par sa taille, son emplacement géographique et son multiconfessionnarisme, est une caisse de résonance de tous les conflits du Moyen-Orient. Ce fut en partie vrai durant la guerre civile qui dura de 1975 à 1990, où l'armée syrienne comme l'armée israélienne, alliées à des acteurs locaux, occupèrent à plusieurs reprises le petit pays (l'armée syrienne n'en partit qu'en 2005). Ce fut le cas aussi en 2006, lorsque le Hezbollah profita du conflit israélo-palestinien pour entrer en guerre contre Israël et gagner ainsi une légitimité nationale. Aujourd'hui, tout le monde se demande si l'histoire va se répéter, avec un débordement du conflit syrien en territoire libanais. Les médias occidentaux ont actuellement les yeux braqués sur le Liban, tentant de déceler quelques signes d'instabilité - et ils en trouvent.

De plus, aucune infrastructure n'a été installée pour l'accueil des 100 000 réfugiés syriens au Liban. En effet, les deux principales tendances politiques que sont les pro Assad (Hezbollah, Amal et courant Patriotique libre) et les anti Assad (Courant du futur, Forces Libanaises, Kataëb, Parti national libéral, Bloc National, Mouvement de la gauche démocratique, mouvement du renouveau démocratique), ne sont pas parvenues à s'entendre quant à la gestion de l'afflux de réfugiés. De plus, l'assimilation des réfugiés syriens, qui sont naturellement en majorité sunnite et anti Assad, risquerait de déstabiliser l'équilibre politique et confessionnel du pays. Ce fut le cas avec les Palestiniens qui, dans les années 1970, organisèrent la résistance à Israël depuis le territoire libanais, élément déclencheur de la guerre civile. Aujourd'hui, personne ne veut réitérer l'expérience.

Tous les éléments déstabilisateurs sont donc présents, mais la situation, depuis le début de la guerre syrienne, est restée plutôt calme. Il est donc possible de voir le verre à moitié plein, plutôt qu'à moitié vide.





Concours
International
de Piano
Istanbul

Orchestra

Sion

pianocompetitionos.nds.k12.tr

11-17 novembre 2013

Le Parlement Européen des Jeunes (PEJ) au Lycée Notre Dame de Sion



Le Club MUN du lycée NDS a organisé quatre jours durant la 12^{ème} Conférence de Sélection Nationale du Parlement Européen des Jeunes. Le désir de prendre part à la société européenne de demain, des débats riches, toujours dans le respect du travail de l'autre, et surtout une vraie réflexion ont caractérisé ces journées d'échange et de rencontre.

Sessions du Parlement Européen des jeunes, Sessions Modèle des Nations Unies, les débats d'idées proposés par les structures éducatives prennent une place de plus en plus grande dans le paysage scolaire européen. Pour quel intérêt et avec quelle finalité ?

En matière d'éducation, il faut se garder d'opposer Europe et identité particulière, et plutôt aider les jeunes d'Europe à trouver au contraire l'harmonie. Vous me permettrez de prendre l'image de la musique. Trouver l'harmonie d'une partition européenne commune à jouer ensemble un peu comme dans un orchestre symphonique, les violons, les trompettes, les violoncelles... sont tous indispensables, chacun a sa place mais il faut trouver l'accord entre tous pour qu'une partition puisse sonner juste.

Ce n'est, il faut bien le reconnaître, et ne sera pas chose facile pour de jeunes Turcs, de jeunes Français, Italiens, Polonais, Espagnols, Britanniques, Allemands, Portugais ou Bulgares... Vivant sur une terre d'Europe, ils dépendent déjà d'une économie mondiale, ils se réfèrent à des modèles culturels internationaux et se tournent chaque jour un peu plus vers la toute puissance technologique ; ils y mettent probablement un espoir disproportionné au regard de ce qu'elle pourra réellement apporter.

Le fait est là, la nation a déjà perdu beaucoup de sens pour beaucoup d'entre eux, leur horizon économique et leur futur professionnel n'ayant plus vraiment de limites dans l'espace et dans le temps.

Aussi, les rassemblements comme ces sessions du Parlement européen des Jeunes, les conférences MUN, les séjours culturels, les jumelages, les voyages sco-

lares, les échanges Comenius, la découverte de pratiques étrangères, permettent de poser un regard positif sur le présent et l'avenir, un regard de fraternité, de respect de l'autre et d'émerveillement aussi sur le monde qui les entoure.



Leur univers s'élargit, ils confrontent leur identité à d'autres, ils réalisent l'étroitesse de leur espace de référence habituel qui, dès lors, ne cesse de s'ouvrir, prêts qu'ils sont désormais à découvrir les infinies richesses humaines du monde dans lequel ils vivent.

C'est d'abord par l'acquisition des langues, véritable véhicule culturel et humain, que les dimensions européennes peuvent le mieux s'exprimer. Ensuite viennent l'histoire, la géographie et l'instruction civique. L'histoire transmet une mémoire collective, la géographie une pensée du territoire, l'instruction civique une conception du pouvoir. Il est alors évident d'en déduire que l'identité se construit ainsi dans la relation entretenue avec le territoire et la mémoire partagée du passé.

Ainsi, ces rencontres doivent concourir, en rejoignant le point de vue d'autres acteurs à inciter progressivement les autorités des différents pays à comprendre que l'on ne pourra pas trouver l'harmonie en construisant un enseignement de l'histoire dans un espace européen élargi en se basant sur le modèle des histoires nationales porteuses d'agressivité, d'accusations violentes d'identités nourries de victoires et de défaites, de haines et de rancœurs. Le Chef d'état-major général de la Reichswehr, Le Général Kurt von Hammerstein, fervent opposant à Hitler dès 1933, avait cette réflexion toujours actuelle « la peur n'est pas une vision du monde ».

Ce chemin sera certainement long et difficile à admettre par chaque pays de l'espace européen car la tendance générale des dirigeants dans la plupart des pays reste accrochée à l'idée que les histoires nationales forment l'appartenance, alors même qu'il nous faut prendre conscience qu'il doit exister un esprit européen, une culture dans laquelle tous peuvent se reconnaître sans pour cela gommer les spécificités et les originalités de chaque pays, voire de chaque région. Préparer les jeunes en ce sens, leur permettre de devenir demain les relais efficaces et éclairés pour travailler au changement des attitudes et des mentalités de chacun, voici le véritable sens de ces sessions et débats.

* Yann de Lansalut
Directeur

Club MUN



Banu Hatipoğlu

Animatrice du Club MUN au lycée Notre Dame de Sion depuis trois années, elle répond à nos questions concernant le travail réalisé avec les élèves et les bénéfices que ces derniers peuvent tirer de leur participation à ce club.

(lire la suite page IV)

Président du Comité



Mehmet Demir

Elève en classe terminale, il nous parle de ses trois années de participation au MFINUE. D'abord Délégué, il est depuis deux ans Président d'un Comité de l'Assemblée générale.

(lire la suite page II)

MFINUE



L'ONU chez les lycéens

Réunissait, pour sa troisième édition, plus de 260 élèves turcs et étrangers. Son objectif est de permettre à des jeunes d'aborder les questions complexes d'une grande organisation internationale dans un cadre convivial d'échange d'idées et de rencontre.

(lire la suite page II)

PEJ



Aslı Korkmaz

Organisatrice en chef du Comité d'Organisation pour la 12^{ème} Conférence de Sélection Nationale du Parlement Européen des Jeunes (PEJ) au lycée NDS, elle nous raconte comment sa participation à ces organisations a orienté ses choix de formation.

(lire la suite page IV)

Le Modèle Francophone International des Nations Unies en Eurasie : l'ONU chez les lycéens



Plus ludique mais tout aussi pédagogique, le Modèle Francophone International des Nations Unies en Eurasie (MFINUE) se tenait au Lycée Saint-Joseph à Istanbul. Cette simulation des Nations Unies consiste, tout comme le PEJ, à développer chez les participants des qualités essentielles à leur futur professionnel : savoir s'exprimer, défendre des idées, respecter le point de vue des autres participants. Une délégation de dix élèves du lycée Notre Dame de Sion a participé à MFINUE 2012.



Au MFINUE, les délégués s'expriment uniquement en français. De plus, l'âge limite est fixé à 18 ans. C'est seulement lorsque l'élève est au lycée qu'il peut participer à cette simulation. Les délégués sont répartis en six comités, qui cette année s'étaient partagés entre un Comité légal, un Comité de l'Environnement, un Comité de Désarmement et un Comité des Droits de l'Homme, le Conseil de Sécurité et la Cour Internationale de Justice.

Ce qui est intéressant dans cette simulation, c'est que les élèves représentent un pays, et non pas leur propre point de vue sur une question donnée. Ils se trouvent donc parfois à devoir se faire « l'avocat du diable », exercice très enrichissant pour la construction d'un argumentaire. Car les délégués préparent leurs interventions des mois à l'avance, ils font des recherches approfondies sur la position du pays qu'ils vont représenter, pour être à même de répondre aux différentes questions que les autres délégations pourraient éventuellement poser lorsqu'ils se retrouvent en comité pour débattre des résolutions.

Et cela fonctionne : les échanges sont vifs, chaque délégué représente son pays avec force, et se bat pour faire passer un amendement ou au contraire le faire supprimer. M. Ducrot, co-directeur de la Conférence avec Christelle Seguy, dans un discours donné lors de la cérémonie de clôture, félicite « cet impressionnant groupe d'adultes en devenir, dynamiques, fins, ayant à cœur de construire [leurs] nations dans tous les domaines de la vie, politique, économique, culturel, environnemental ou en lien avec les droits civiques et humains », et continue en félicitant tous les délégués pour le travail fourni et la qualité des débats : « nombreux sont ceux ici qui n'ont pas le français comme langue maternelle. Ce qui peut constituer un véritable challenge en soi que de diriger un comité ou de prendre la parole en comité ou en assemblée plénière, devant un public de 260 personnes ».

Mais c'est avant tout une multitude d'émotions qui attendent tous ces délégués. Tout d'abord, par les rencontres que cette conférence fait naître. En effet, au-delà des différents lycées d'Istanbul (Saint Joseph, Notre Dame de Sion, Galatasaray... pour n'en citer que quelques uns), les participants viennent également d'autres villes de Turquie et de l'étranger, à l'image de la participation cette année du Lycée Français de Koweït.

Can Hakan, étudiant au lycée Saint Joseph, participait pour la première fois à ce genre de simulation, et représentait le Togo au Conseil de Sécurité. Il s'est débattu avec énergie, et a montré qu'avec une volonté courageuse et un certain charisme, même les petites délégations pouvaient se faire remarquer et se faire entendre. « C'était très vivant, j'ai rencontré des personnes formidables », nous raconte-t-il à la fin du Conseil. Ce genre de simulation permet également de prendre conscience du système de décision au sein d'une organisation internationale tel que l'ONU, avec notamment l'application du droit de veto, qui a bien fait réfléchir Can : « le droit de veto n'est pas vraiment justifié pour moi, ou alors il devrait y avoir

des vraies justifications, claires pour les autres pays ». Léa Stahl, étudiante au lycée Notre Dame de Sion de Grenoble, participe depuis trois ans à des simulations, toujours en tant que déléguée. Elle nous raconte que d'année en année, elle a pris de plus en plus confiance par rapport au fait de parler en public et d'exprimer ses opinions. Et pour elle aussi, ces simulations sont importantes pour comprendre davantage le fonctionnement des Nations Unies. Etant en terminale, c'est sa dernière participation au MFINUE, mais ces années en tant que déléguée auront incontestablement laissé des traces : « avant, je n'avais aucune idée de ce que je voulais faire plus tard, et là je me dirige vers le droit, donc on peut vraiment dire que le MFINUE a eu une influence sur le choix de ma formation ».

Pour Billur Bektaş, la Présidente de l'Assemblée Générale, le MFINUE lui a également beaucoup apporté. « Nous avons beaucoup travaillé, donné de notre temps », précise-t-elle « le MFINUE m'a appris la communication, la tolérance, l'organisation, le respect ». Et pour Can Tabak, Secrétaire Général, il a « gagné en maturité, appris à patienter, à tolérer, à comprendre les autres ». Au-delà des postes de Délégués ou de Présidents d'Assemblées générales, l'élève peut également, comme au Parlement Européen des Jeunes, décider d'appartenir à l'équipe de presse, qui se charge de recueillir interviews et autres informations permettant d'avoir accès à tout ce qui s'est passé durant ces trois jours.

* Amandine Canistro

Mehmet Demir, élève au lycée Notre Dame de Sion, participe au MFINUE 2012 en tant que Président du Comité d'Environnement de l'Assemblée Générale. Il répond à nos questions.

Depuis combien d'années faites-vous des simulations des Nations Unies ?

Cela fait trois ans, et c'est la deuxième fois en tant que Président d'une assemblée générale.

Comment est venu ton intérêt pour le MFINUE ?

Une amie m'a encouragé à participer au club MFINUE de notre école. J'en ai parlé avec Mme Banu HATİPOĞLU, responsable du club, qui m'a dit que je pouvais le faire car mes niveaux d'anglais et de français étaient suffisants. J'ai donc rejoint le club. Au début, j'ai été assez surpris. Il y avait des sujets que je n'avais jamais abordés auparavant. Avant la Conférence, nous faisons des recherches et nous nous devons de respecter les idées des pays que l'on représente. Dans une conférence, ce ne sont pas nos idées personnelles que l'on expose, mais les idées du pays, et c'est très important. Nous avons connaissance des sujets un mois auparavant. Il y a au total six comités et nous pouvons choisir ceux dans lesquels on aimerait participer. Les élèves choisissent donc un comité, ou bien Mme Banu choisit pour eux. Il y a des comités plus difficiles que d'autres, comme par exemple le Comité de la Cour Internationale de Justice, où il faut plus d'expérience. On n'y place pas un délégué si c'est sa première année au MFINUE.

Qu'est-ce que vous aimez dans ce genre d'organisation ?

J'aime l'ambiance, les gens et tous ces débats. J'aime vraiment le fait de partager les idées sur les pays, de rédiger toutes ces résolutions, et ce dans un environnement amical et sérieux.

Être Délégué et être Président, est-ce très différent ?

Oui, bien sûr. Je me souviens de mon premier MFINUE, quand j'étais Délégué. J'étais un peu timide, et nos Présidents nous encourageaient beaucoup à parler et à participer dans les Conférences. C'est ce que j'essaie de faire aujourd'hui. Quand vous êtes Président, vous détenez l'autorité et vous pouvez exprimer ce que vous voulez, dans les limites du

respect bien sûr. Il y a donc beaucoup de liberté. Mais quand j'étais Délégué, je trouvais cela aussi très plaisant, car un Délégué peut à la fois rédiger une résolution et en débattre. Pas le Président, qui ne fait que diriger le Comité sans pouvoir intervenir. Et parfois, c'est frustrant.



Un Président apprécie-t-il d'avoir des délégués très actifs ?

Oui, c'est très important. Ce sont les délégués qui débattent et qui font le MFINUE. Nous, Présidents, nous ne faisons pas le débat, ce sont les Délégués qui interviennent. Certains sont plus expérimentés et participent souvent, mais ceux qui sont là pour la première fois n'interviennent pas beaucoup. Notre rôle est de les remarquer, d'en prendre bonne note pour les encourager à prendre la parole par la suite. Nous choisissons au hasard parmi ceux qui n'ont pas parlé, et nous les faisons participer, même si leur niveau de français n'est pas très bon.

Que vous a apporté que votre participation au MFINUE ?

Une culture générale, une connaissance du monde, ne serait-ce que géographique. Une connaissance des pays et de leur politique. Maintenant, j'ai envie de participer à des événements culturels et politiques.

Pensez-vous que globalement votre participation au club MUN a été déterminante dans le choix de vos études universitaires ?

Je vais étudier les Relations Internationales à l'Université de Galatasaray. Et on peut vraiment dire que ma participation au club MUN a influencé mon choix.



Des parlementaires européens exemplaires



L'organisation est bien rodée : dix comités, avec chacun un sujet prédéfini, vont travailler à l'élaboration d'un ensemble de résolutions se présentant comme des solutions à la question posée. Ils présenteront ensuite cette liste de résolutions lors d'une assemblée générale. Dans chaque commission se trouve un « chair », plus expérimenté que les délégués, qui est là non pas pour influencer le contenu, mais pour guider les jeunes parlementaires dans la mise en forme de leurs résolutions. Un vrai exercice donc, auquel se prêtent volontiers les participants.

Le désir de prendre part à la société européenne de demain est bien présent. Costumes et cravates pour les messieurs, tailleurs et talons hauts pour les demoiselles, les jeunes paraissent déjà appartenir au monde politique. C'est qu'à la fin, la sélection est là, et 28 personnalités choisies individuellement se verront récompensées d'une participation à quatre sessions internationales du Parlement Européen des Jeunes (PEJ). Il y a une réelle aisance dans l'attitude. Les discours sont quelques fois hésitants, mais ces jeunes turcs s'expriment... en anglais ! Nous ne pouvons qu'en saluer leur maîtrise, car faire valoir ses propres idées n'est déjà pas chose facile, mais quand ces idées sont politiques et qu'il faut les formuler dans une langue étrangère, la tâche n'en est que plus difficile. Nous en jugerons par les thèmes abordés, et discutés vivement lors de l'assemblée générale : que ce soient les mesures que l'Union Européenne devrait prendre pour réduire la pauvreté et l'exclusion sociale d'ici 2020, le rôle que devrait prendre l'Union Européenne dans la résolution

du conflit syrien, ou encore les mesures à prendre pour protéger la mobilité des jeunes en Europe (avec l'évocation du programme ERASMUS en danger), les délégués doivent proposer un ensemble de résolutions, suffisamment solides pour être votées en assemblée générale.



Chaque commission peut demander des explications à la commission porteuse de la résolution débattue, avant de prendre part au vote. Et elles le font ! Des débats riches, toujours dans le respect du travail de l'autre, et surtout une vraie réflexion. Les votes ne sont pas unanimes et certaines commissions s'opposent d'ailleurs à des résolutions. Comme nous l'explique Oğulcan Torun, membre du Comité de Direction du PEJ Turquie, ces conférences permettent aux jeunes de développer des capacités telles que le débat d'idées et la recherche de consensus, sans oublier, comme nous venons de le faire remarquer, le développement des langues étrangères. Mais ce qui est également important, continue Oğulcan Torun, c'est que ces conférences permettent aux jeunes de faire des rencontres avec d'autres jeunes, et de ce fait elles les incitent à une meilleure compréhension interculturelle. Lorsque, comme Oğulcan, on est davantage impliqué dans l'organisation d'un tel évé-

nement, d'autres acquis se manifestent : apprendre à organiser une conférence, c'est développer des aptitudes et des qualités de négociation, de gestion, d'organisation qui leur seront utiles ultérieurement dans leur vie professionnelle. L'obligation de respecter une certaine discipline, avec l'imposition de délais, les amène à une vraie responsabilité. Oğulcan nous confie de plus qu'avant sa participation au PEJ, il n'était pas très bon élève, mais que grâce à son implication dans le PEJ, il a considérablement progressé et poursuit aujourd'hui des études de Sciences Politiques. Sa participation au PEJ a influencé ses choix de formation et de carrière. Il est donc certain que lorsque les écoles comme Notre Dame de Sion ouvrent leurs portes à de telles conférences, elles offrent à leurs élèves une éducation non formelle mais plus pratique et complémentaire à leur formation. Mais cela demande bien évidemment une implication assez importante de la part des lycées. L'école fournit des repas à tous les participants, elle accorde un soutien logistique essentiel...

Lorsque nous demandons quel temps cette activité occupe dans leur vie, Erdem Öztöpcü, également membre du Comité de Direction du PEJ Turquie, et membre du Jury cette année, nous avoue : « cela dépend de votre degré d'investissement et d'engagement. »

C'est réellement une formidable expérience qu'ont vécue ces jeunes, ces quatre journées valant de loin une poignée de cours d'éducation civique. Leur implication fut exemplaire, et tout laisse à penser que se trouvaient dans ce jeune auditoire les diplomates de demain.

NDS accueille de jeunes citoyens européens

Notre Dame de Sion accueillait, du vendredi 30 novembre au lundi 3 décembre 2012, la 12^{ème} Conférence de Sélection Nationale du Parlement Européen des Jeunes. Des jeunes de toute la Turquie, âgés de 16 à 23 ans, se sont ainsi rassemblés avec pour objectif principal de participer à un forum unique dans lequel ils étaient amenés à discuter et donner leurs avis sur des sujets aussi importants qu'actuels. A l'issue de ces quatre journées, 28 jeunes ont été sélectionnés par un jury pour participer à la 72^{ème} session internationale du Parlement Européen des Jeunes, qui se tiendra à Munich du 5 au 14 avril 2013, mais également à des sessions internationales à Hambourg, une autre ville d'Allemagne, en Belgique et en Autriche.

Créé en 1987 en France, le Parlement Européen des Jeunes (PEJ) offre l'opportunité à des jeunes de s'impliquer dans la société. C'est avant tout un projet éducatif qui encourage la participation des jeunes à la politique, en leur donnant l'opportunité de mener une réflexion profonde sur différents sujets. Depuis sa création, l'organisation a fait des émules et est aujourd'hui présente à travers un réseau de 35 associations et organisations dans lesquelles des milliers de jeunes œuvrent bénévolement. Le PEJ Turquie existe depuis 1999 et compte une centaine de membres. Depuis ses débuts, il a envoyé des délégués de Turquie dans plus de 25 Sessions Internationales et est aussi l'organisateur de conférences de niveau international, la dernière ayant eu lieu en mai dernier à Istanbul. Il n'est pas inutile de préciser que la Turquie est 5^{ème} quant à l'organisation des conférences, avec une différence par rapport à des pays comme l'Allemagne et la France quant à la structure de l'organisation : en Turquie, les conférences se font au niveau des grandes villes et sont essentiellement organisées dans les écoles privées, et ce pour deux raisons, à savoir une raison financière (chaque élève paie une contribution pour la participation aux conférences) et une raison liée à la connaissance des langues étrangères, plus développée dans les écoles privées.



Lors de la cérémonie d'ouverture qui a eu lieu le samedi 1er décembre, le Directeur du Lycée Notre Dame de Sion et hôte de la Conférence Yann de Lansalut s'est d'abord adressé à la jeunesse présente en lui témoignant la considération et l'appréciation de toute la communauté éducative du Lycée de Notre Dame de Sion pour le travail qu'elle effectue au travers de ces différents rassemblements. Monsieur de Lansalut s'est ensuite exprimé sur l'éducation en Europe, et le changement qu'il a pu observer tout au long de sa carrière dans les liens que la jeunesse entretenait avec son pays d'origine. Encourageant le développement d'une vraie pédagogie de l'interculturel, sans se fourvoyer dans « une Europe unifiée qui ne se fera jamais », M. de Lansalut a encouragé l'organisation de forums comme celui-ci, mais aussi des conférences MNU (Modèle des Nations Unies), des séjours culturels...

(lire la suite page IV)

Prof. Hakan Yılmaz, de l'Université de Bogaziçi, Département des Affaires politiques et des Relations internationales



J'ai été invité à prendre la parole cette année lors de la 12^{ème} Conférence de Sélection Nationale du Parlement Européen des Jeunes au Lycée Français Notre Dame de Sion. Si j'ai accep-

té l'invitation, c'est parce que j'ai une fille scolarisée à NDS et que NDS est l'un des bastions de la culture européenne et de l'enseignement européen en Turquie depuis plus de 150 ans. Dans mon discours, j'ai parlé de la perception de la jeunesse européenne de l'UE, des valeurs « post-matérialistes » et « cosmopolites » de cette jeunesse et de son ouverture à l'idée d'une Europe plus large et plus mondialisée, dont la Turquie serait membre.

J'ai été très touché par la réaction chaleureuse et agréable des étudiants vis-à-vis de mon intervention. J'ai été

agréablement surpris par la grande qualité intellectuelle, la curiosité et le courage de la plupart des questions que le public a posées. Dans l'ensemble, j'ai senti l'humeur constructive, innocente, enthousiaste et j'ai été très heureux d'avoir été parmi ces jeunes. Je crois que l'organisation de ces conférences en Turquie, mais également l'envoi d'étudiants turcs aux Conférences pan-européennes internationales, ont une importance capitale pour promouvoir le processus d'adhésion de la Turquie dans l'Union européenne.

Le club MUN (Modèle des Nations Unies) du lycée Notre Dame de Sion

Nous sommes partis à la rencontre de ceux qui, au sein de Notre Dame de Sion, se sont passionnés pour les rencontres MUN (Modèle des Nations Unies, à l'intérieur duquel se trouve le MFINUE) et PEJ. Organismes et élèves nous racontent leur motivation et nous parlent de ce que ce club représente pour eux.



Banu Hatipoğlu, responsable du Club MUN

« Le club MUN/PEJ a commencé il y a 4 ans. Je le faisais déjà dans mon ancienne école, et M. de Lansalut m'a demandé si je pouvais le faire ici. Nous avons participé à beaucoup de conférences à Istanbul et Ankara, en ce qui concerne le MUN comme le PEJ, et finalement nous avons organisé notre propre conférence PEJ au lycée : c'était la 12ème Conférence de Sélection Nationale du Parlement Européen des Jeunes. Nous avons postulé au PEJ Turquie, qui nous a choisis.



La plupart des conférences sont en anglais, c'est donc une bonne opportunité linguistique pour les jeunes, et ça élargit également leur vision du monde. Ils essaient de trouver des solutions aux problèmes, ils apprennent l'empathie par rapport aux autres. Ce club leur donne également la chance d'exprimer leurs idées en public. Il leur permet d'améliorer leur confiance en soi et il les aide à s'affirmer individuellement tout en leur apprenant à travailler en équipe. Prenons l'exemple de la conférence MUN, où les jeunes représentent un pays. Imaginons qu'un élève représente la Bolivie dans le comité des Droits de l'Homme, un autre élève, le même pays dans le comité de désarmement, et un autre dans le comité environnemental... En tant que groupe, ils doivent travailler ensemble sur la Bolivie et ses affaires internationales et nationales. Ils doivent aussi recueillir des connaissances à propos des autres pays, connaître leurs points de vue et connaître la position respective de la Bolivie par rapport à ces derniers dans les sujets qui vont être discutés. Dans les comités, ils expriment individuellement leurs idées en tant que délégués

boliviens, mais quand ils doivent se préparer pour les conférences, ils travaillent en groupe.

La différence principale entre le MUN et le PEJ, c'est que dans le MUN, les élèves représentent un pays, alors que dans le PEJ, ils défendent leurs propres avis. Mais tout deux sont des simulations, l'un est la simulation des Nations Unies, l'autre du Parlement Européen. Et dans les deux cas, ils doivent améliorer leur capacité à débattre sur différents sujets d'actualité.

Tous les ans, il y a une sorte de « président » qui s'occupe du club avec moi. Cet étudiant choisit un sujet, les autres membres disent s'ils sont d'accords ou non, et le sujet est choisi après consensus général. On envoie un email à tous les membres, ils font des recherches, je leur donne des techniques pour débattre, quelques tournures de langage formel qu'ils doivent utiliser... Ensuite ils viennent au club, il y a un modérateur et ils commencent à débattre.

J'aime que les enfants abandonnent leurs préjugés et qu'ils aient une vision large à propos de ce qu'il se passe dans le monde, c'est toute ma motivation pour animer ce club.

C'est une très bonne organisation, nous travaillons beaucoup, mais à la fin ça porte toujours ses fruits. »



Duygu Pir, Equipe de Presse du PEJ

« Cela fait trois ans maintenant que je suis dans ce club. Si je l'ai choisi, c'est pour mieux comprendre le fonctionnement de l'Union Européenne et celui du Parlement Européen. Je préfère être dans l'équipe de presse plutôt qu'être

délégué, parce que j'aimerais à l'avenir devenir journaliste, c'est donc une bonne opportunité. Ce club m'a permis de mieux apprécier les organisations internationales et surtout d'évaluer le travail que ça demandait. »



Yasemin Bikli, Equipe d'Organisation du PEJ 2012

« Cela fait deux ans que je suis dans ce club. Je participe aux deux types de conférence, le PEJ et le MUN. Mais j'ai plus d'expérience dans le MUN. Grâce à ce club, j'ai beaucoup appris sur l'organisation de tels événements, c'est assez complexe. On doit penser à beaucoup de choses. J'ai appris à mieux communiquer avec les gens, à travailler en équipe. Cela a eu une influence sur mes études. Depuis ma participation à ce club, j'ai commencé à envisager d'étudier le droit. Et mon rêve est d'être avocate à la Cour Internationale de Justice. »



Aslı Korkmaz, organisatrice en chef du Comité d'Organisation du PEJ 2012

« Cela fait trois ans que je participe à ce club. J'ai participé au MUN une fois, mais j'ai ensuite choisi le PEJ, car je préfère son concept. Ce club m'a apporté beaucoup de choses. Dans chaque conférence, on apprend quelque chose de nouveau, on étudie des sujets qui ne nous attireraient pas forcément de manière naturelle, comme par exemple l'énergie nucléaire et ses utilisations... Ces thèmes-là, ce ne sont pas les centres d'intérêts principaux des jeunes de 16 ou 17 ans.

Ma participation au PEJ a influencé mon projet de carrière. Avant, je voulais étudier le droit, mais je souhaite désormais étudier les sciences politiques et les relations internationales. Depuis trois ans, je lis des livres sur le sujet, et je discute avec les membres du PEJ... Le PEJ est d'ailleurs un formidable réseau, il permet de rencontrer beaucoup de monde dans ce domaine-là. »

NDS accueille de jeunes citoyens européens

(Suite de la page III)



Ege Erkoçak, Directeur des affaires politiques au ministère des Affaires Européennes

qui permettent de poser un regard positif sur le présent et l'avenir, un regard de fraternité et de respect de l'autre.

Cette journée d'ouverture a été bien chargée, puisqu'avant de commencer les travaux en commission (autour de 10 délégués par commission, chaque commission étant chargée d'établir un nombre de résolutions sur un thème donné), un « débat d'experts » fut organisé, avec deux invités prestigieux : Pr Hakan Yılmaz, de l'Université de Boğaziçi, Département des Affaires Politiques et des Relations Internationales, et M. Ege Erkoçak, Directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires Européennes.

L'intervention du Pr Hakan Yılmaz s'est concentrée sur les relations turco-européennes et la perception que les jeunes avaient de ces relations et de l'Europe en général. Le passage d'une société matérialiste à une société post-matérialiste, qui s'est opérée dans les années 1970, a eu une influence sur l'Union Européenne, et sur les valeurs que les différentes générations lui incombent. La vision classique de l'UE est peu à peu abandonnée par la jeunesse, qui voit en elle davantage une opportunité de voyager plus librement et de travailler partout en Europe. Bien que l'UE ne perde pas sa force démocratique, la mobilité est au cœur de l'imaginaire de la jeunesse. L'éminent professeur a ainsi lancé un appel à l'assemblée en investissant ces jeunes de la mission d'être les réalisateurs des rêves européens que leur parents et grands-parents ont commencés. Selon lui, c'est bien cette génération qui accomplira le vrai rêve européen.

De son côté, M. Ege Erkoçak a félicité la tenue de tels événements. Il a également présenté l'Union Européenne comme le plus grand projet de paix actuel, en saluant la récente remise du prix Nobel, et a insisté sur le partage de valeurs communes entre l'Union Européenne et la Turquie, telles que cette recherche de la paix et la démocratie. Il a de plus expliqué que les spécificités de la Turquie étaient des facteurs importants de son intégration au sein de l'UE : ce pays est à la croisée de toutes les influences. Il est européen, mais appartient également au Moyen-Orient, c'est un pays de la mer Noire tout autant que méditerranéen, un pays à la fois balkanique et caucasien... C'est, précise-t-il, ce qui fait sa force, et son intégration à l'Union Européenne s'inscrit totalement dans le projet de paix de l'Union Européenne et ne pourra être qu'un message au monde.

A la fin des interventions des deux invités, ce fut le temps des questions et commentaires, avec une audience très active et impliquée. Ensuite, les diplomates en herbe ont pu commencer leur réflexion dans leur commission respective.